

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 34. — 1^{er} Mai 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

La grande revendication du Premier Mai

Depuis la guerre, le Premier Mai a revêtu une signification nouvelle. En le voyant venir, la bourgeoisie est contrainte de se rappeler que, derrière les revendications particulières que la classe ouvrière formule partout en ce jour, il en est une, essentielle, qui n'a plus besoin d'être écrite : c'est le pouvoir, tout le pouvoir que revendique désormais la classe ouvrière. Ce n'est plus là une simple clause de style, inscrite dans un programme à la manière dont peuvent le faire des politiciens socialistes sans se sentir sérieusement engagés.

La revendication des « trois huit » fut, en son temps, un beau programme d'action pour le Premier Mai. Elle signifiait que les ouvriers entendaient s'assurer les conditions d'une existence simplement humaine, ne plus être des serfs attachés à l'usine. En 1906, la revendication précise de la journée de huit heures, appuyée sur une préparation méthodique, entreprise par la C.G.T. alors syndicaliste révolutionnaire, avec ses seules forces et par ses seuls moyens, inquiéta sérieusement la bourgeoisie. Clemenceau dut renforcer policiers et gendarmes d'une véritable mobilisation militaire pour la rassurer. Mais l'alarme avait été sérieuse, bien qu'on voit aujourd'hui, à distance, que le régime capitaliste était alors encore solide.

La révolution d'Octobre a montré que la bourgeoisie est maintenant invulnérable et les difficultés au milieu desquelles elle s'est débattue et se débat pour essayer de retrouver une stabilité qui lui échappe, révèlent que son règne est entré dans la phase de liquidation.

Les assauts que la classe ouvrière a livrés en divers pays ont pu être ici et là repoussés ; la classe ouvrière a pu être obligée de reculer après avoir remporté une première victoire ; elle peut paraître en ce moment affaiblie et se sentir elle-même égarée, dissimulée ; sa revendication fondamentale demeure, car la bourgeoisie ne peut plus promettre, en fin de compte, qu'une nouvelle tuerie plus généralisée que celle dont on n'a pas encore perdu le souvenir, entraînant une saignée et des destructions décuplées. La guerre impérialiste de 1914-1918, et surtout les années qui ont suivi, au cours desquelles se sont manifestées les secousses qu'elle a provoquées, ont donné à la bourgeoisie le sentiment de sa fragilité.

Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie n'essaiera pas de se sauver ni que la classe ouvrière triomphera sans lutte. Bien au contraire, la bourgeoisie n'a pas encore épuisé les ressources dont elle peut disposer pour prolonger sa domination : les événements des dernières années sont là pour le prouver. Elle sait encore profiter des fautes de l'adversaire qui la menace directement. Aussi, jamais plus que dans la période présente la classe ouvrière n'a-t-elle eu besoin d'un parti solide, capable de la rassembler et de la guider dans une bataille dont l'issue ne peut être douteuse mais dont le déroulement peut varier.

Il faut reconnaître franchement que nous nous sommes plutôt éloignés que rapprochés de ce but durant les dernière

res années. Nous pouvons essayer de nous tromper nous-mêmes comme le font les dirigeants de l'Internationale communiste — et répéter chaque matin que nous remportons de nouveaux succès. Mais les fanfaronnades ne trompent pas l'adversaire, qui est bien renseigné, et ce sont seulement les travailleurs qu'elles affaiblissent. Quand des organisations patronales invitent instantanément leurs adhérents à ne pas fermer boutique le Premier Mai — comme vient de le faire, entre autres, la puissante organisation des industries métallurgiques et minières — c'est précisément parce qu'elles sont exactement informées, parce qu'elles ont suivi de près le travail de préparation de l'ennemi et qu'elles en ont relevé les faiblesses.

Les dirigeants de l'Internationale communiste agissent maintenant comme si la révolution devait se déclencher toute seule. Ils attendent tout d'une crise, d'une aggravation de la situation économique, de brusques craquements dans les systèmes impérialistes. Au moment où ils affirment — trop souvent hors de propos — le rôle dirigeant du Parti communiste dans l'action de la classe ouvrière, ils négligent totalement leurs sections, ne font rien pour les aider à devenir des partis susceptibles de gagner la confiance de

la classe ouvrière. La façon dont ils ont « préparé » ce Premier Mai les juge. L'avalanche de mots d'ordre qu'ils viennent de lancer — quelques-uns si stupides qu'on n'a pas le courage de les transcrire — ne pourra ni masquer leurs fautes ni suppléer au travail méthodique et sérieux qui n'a pas été fait.

Nous croyons qu'il faut dire ces choses et que c'est précisément le moment de les dire. Les ouvriers et les ouvrières communistes surtout, dans tous les pays, feront tout ce qui dépend d'eux pour organiser des démonstrations puissantes en ce jour de manifestations traditionnelles. Ils déjoueront les manœuvres de la police, éviteront les traquenards qu'elle ne manquera pas de leur tendre, ils sauront utiliser les circonstances pour donner à leur action le maximum d'effet.

Le Premier Mai reflète le travail de toute une année. Il permet de vérifier la politique suivie ; la mobilisation qu'il entraîne met les ouvriers en mesure de constater les faiblesses de leurs organisations, de voir où en est leur préparation. De ce point de vue aussi, il est une grande date.

Au milieu des mots d'ordre innombrables dont ils sont accablés et qui ne peuvent leur être que de peu d'utilité, les ouvriers concentreront leur atten-

tion sur celui qui domine tous les autres : l'état de leurs organisations de classe. Où en est le Parti communiste ? Où en est la C.G.T.U. ? Voilà les questions qui se devront de se poser. Malgré la décision syndicale imposée par les chefs communistes passés au service de la C.G.T.U., la C.G.T.U. pouvait grouper autour d'elle et entraîner dans la lutte une partie sans cesse croissante de la classe ouvrière. Or nous la voyons affaiblie par des déchirements intérieurs, conséquences d'une politique désastreuse dans tous les domaines. Et c'est là, pour la classe ouvrière, un danger bien plus grave que toutes les mesures de répression que le gouvernement peut prendre.

Si, en ce jour de Premier Mai, les communistes se rendent compte clairement de la situation, s'ils voient où est le mal et s'engagent à l'exterminer, ils auront assuré les conditions d'un travail ultérieur. Et même s'ils n'ont pas « pris la rue », comme le leur ordonne l'I.S.R., ils auront fait de ce Premier Mai un jour qui marquera.

A. ROSMER.

Voir en 4^e page :
Le Manifeste du Bureau fédéral
de l'Enseignement :
Sauvons la C. G. T. U.

Après la mutinerie des camisards

Que dit le rapport confidentiel ?

Oléron, le 26 avril.

Les mutins de la Citadelle d'Oléron sont évacués par petits groupes de l'île d'Oléron, (un pour Toulon, 10 avec un ordre de transport pour la gare bifurcatrice de Cabriot pour vraisemblablement être dirigés de là sur Bordeaux, où ils comparaitront devant le Conseil de guerre).

Il est certain que le rapport officiel du général Targe, publié par la presse et rédigé spécialement pour l'opinion publique, a été doublé d'un rapport confidentiel résumant les entrevues et interrogatoires du général enquêteur.

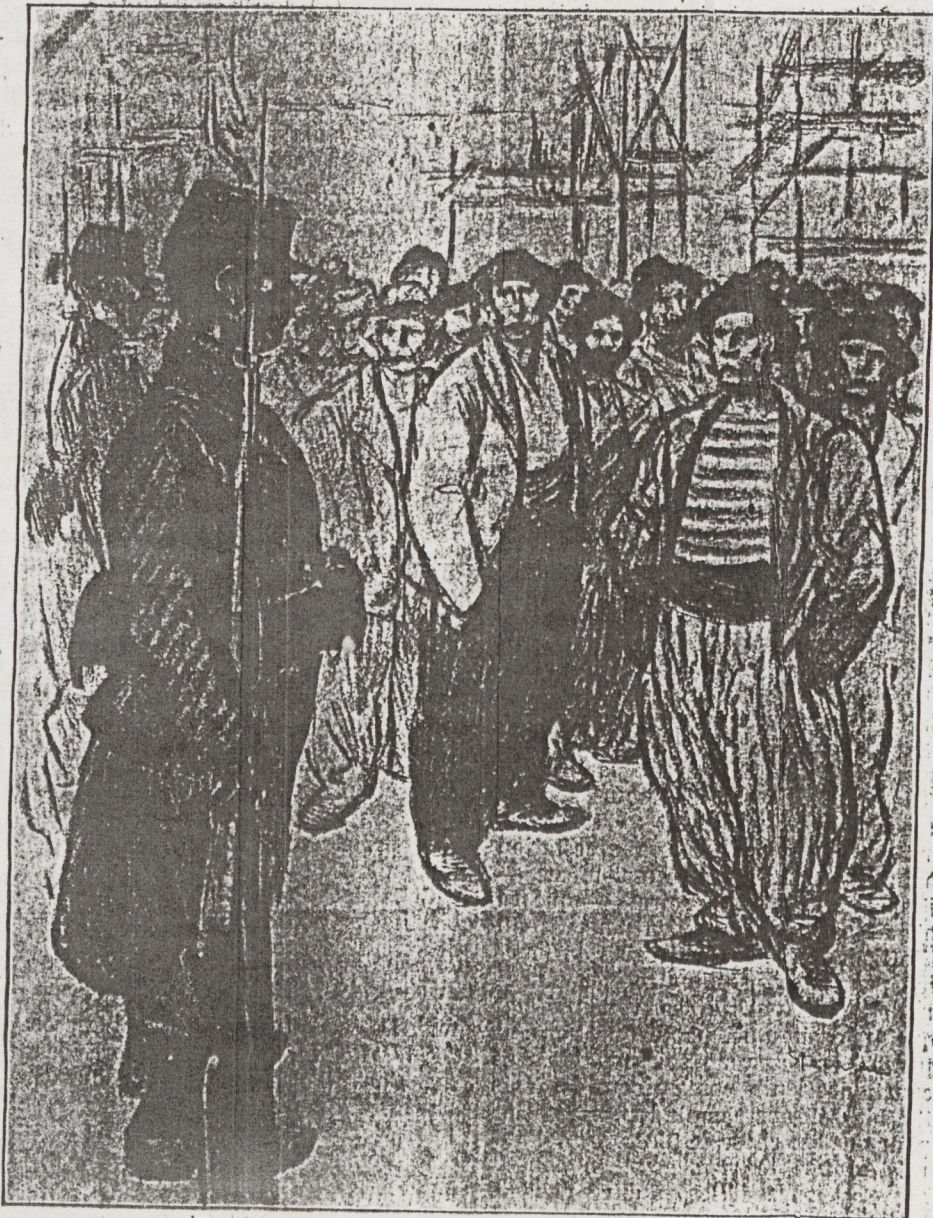
Dans ce rapport, la responsabilité du leader socialiste, le docteur Alzieu, dont la dureté vis-à-vis des disciplinaires a été une des causes générales de la mutinerie, est indiquée.

Nous savons que le général Targe a noté le fait que sur les deux médecins civils faisant fonctions de major, un seul, le Dr Alzieu, s'est attiré la haine des « camisards ».

Nous savons que le général a manifesté sa stupéfaction lorsqu'on lui a apporté la certitude que le Dr Alzieu appartenait au Parti S.F.I.O., disant que son attitude ne se conformait pas aux idées qu'il professe.

Les mutins et leurs défenseurs doivent exiger que ce rapport confidentiel soit publié. Il faut qu'au conseil de guerre la lumière entière soit faite.

C'est à la presse ouvrière de mener campagne dès maintenant et sans cesse, car elle aura contre elle non seulement la presse bourgeoise mais encore la presse socialiste. — R.C.



PENDANT LA GUERRE

Il y a deux semaines, à propos de la mort de Bourderon, on a évoqué la conférence de Zimmerwald. Il aurait été bien difficile de ne pas le faire. Mais du côté confédéré aussi bien que du côté socialiste, on s'est efforcé d'en atténuer l'importance. On en a parlé en passant, comme d'un événement au sujet duquel des divergences s'étaient manifestées chez les socialistes et les syndicalistes ainsi que cela se produit souvent. Ressentant plus vivement que d'autres les horreurs de la guerre, Bourderon, par pur sentimentalisme, aurait entrepris le « pèlerinage » de Zimmerwald. S'il est vrai que Bourderon s'accommodait mal d'une guerre dont on n'entrevoit plus la fin tandis que de vaillants combattants la supportaient à l'arrière sans broncher, ce n'est pas seulement le sentiment qui le conduisit à Zimmerwald. Au début il avait suivi le courant. Puis il s'était assez vite ressaisi ; le spectacle qu'il avait sous les yeux, au Comité confédéral et dans son Parti, y contribua en grande part : il se cabra contre un reniement qui devenait chaque jour plus clair. C'est pour défendre le socialisme et le syndicalisme mis par leurs chefs au service de la guerre impérialiste qu'il participa à la conférence de Zimmerwald et, par la suite, il refusa toujours de désavouer ceux qui allaient plus loin que lui.

Ce que journalistes et orateurs n'ont pas rappelé, ce sont les moyens qu'on employa pour combattre les zimmerwaldiens. Il faut dire que le gouvernement envoyait des mouchards chez Bourderon, pour l'espionner. Lorsqu'il nous raconta la visite écumante qu'il avait dû subir, Bourderon était encore frémissant d'indignation.

L'air retrouvé ces temps derniers, une lettre que m'écrivit Merrheim le 10 mai 1915. On sait qu'il fut pendant la plus grande période de la guerre l'adversaire tenace de la politique d'abdication et de reniement. Quand sa résistance faiblissait, il glissait progressivement vers ceux qu'il avait combattus aux heures les plus difficiles, et tomba aux mains des adversaires irréductibles de la Révolution d'Octobre. Mais cela ne saurait faire oublier son mérite ni les services qu'il rendit.

L'arme la plus redoutable dont disposaient les chefs socialistes et syndicalistes pendant la guerre, c'était la censure. Dix-seuls pouvaient parler. Les contradicteurs éventuels, quand ils n'étaient pas mobilisés, étaient muselés. Plus rien ne paraissait que la prose guerrière.

En prévision du Premier Mai 1915 — le premier « Premier Mai » de guerre, Merrheim résolut de faire paraître l'organe fédéral, l'Union des Métaux en sommeil depuis août 1914. Il prépara un numéro solide, étant bien résolu à passer outre aux décisions de la Censure et ayant pris ses dispositions en conséquence. Pendant que de hauts personnages essayaient de le convaincre que la publication qu'il projetait était « inopportune », le journal était déjà tiré, sans aucun blanc naturellement, et quand la censure se résigna à pratiquer de larges coupes, on fit imprimer un certain nombre de numéros dûment censurés, destinés à servir de témoins, et on poussa l'audace, jusqu'à expédier en même temps un exemplaire blanchi et un exemplaire intégral aux plus enragés des jusqu'aboutistes.

Ceux-ci furent stupéfaits et furieux. Ils n'en revenaient pas. Nous avions bien fait déjà une première publication clandestine — j'en parlerai une autre fois — mais ce numéro de l'Union des Métaux, c'était bien plus grave. D'abord, il constituait un très mauvais exemple : on pouvait donc ignorer la toute-puissance de la censure, et ce que l'un avait fait, d'autres pourraient le refaire. Mais les dirigeants confédéraux avaient un sujet particulier d'irritation : les passages supprimés par la censure étaient très significatifs. Elle avait coupé naturellement toutes les appréciations « inopportunes » de la guerre, l'affirmation répétée de solidarité envers les travailleurs de tous les pays ; mais elle avait aussi supprimé, et radicalement, toutes les critiques dirigées contre Jouhaux et ses amis ; c'était une

protection un peu gênante pour les intéressés.

On fit aussitôt courir le bruit de l'arrestation de Merrheim et on peut imaginer ce que cela signifiait alors, sous le régime de l'état de siège. Il pouvait s'agir seulement de faire peur ; il pouvait s'agir aussi d'autre chose... Merrheim ne se laissa pas impressionner. Il poursuivit son action. Mais comme on ne savait pas ce qui pouvait arriver, il m'écrivit le 10 mai — de Saint-Nazaire où il était allé faire une conférence syndicale — une longue lettre pour que les diverses manœuvres fussent fixées par écrit, en tous leurs détails. C'est cette lettre que je reproduis ici : il serait impossible de mieux évoquer l'atmosphère dans laquelle se déroula le premier « Premier Mai » de guerre. — A. Rosmer.

Saint-Nazaire, 10 mai 1915.

Je suis arrivé samedi soir à Saint-Nazaire, et ma réunion aux métallurgistes a eu lieu hier matin. Une cinquantaine d'auditeurs seulement, mais tous militants désireux de savoir, aucun n'approuvant la position prise par la C.G.T. De ce point de vue, j'emporte une impression meilleure que de Lyon. Mais quant à un mouvement pour la paix, il n'y faut pas compter. A part les vieux, tous sont mobilisés, et on les oblige à porter le brassard et le képi militaire même le dimanche. C'est pour cette raison, paraît-il, qu'il n'y a pas eu plus de monde à la réunion.

Ma lettre n'a pas pour but de te parler de cette réunion, mais bien plutôt de te raconter la nouvelle volte-face qui s'est produite parmi les va-t'en-guerre de la C.G.T., concernant les bruits de mon arrestation.

Comme je te l'avais dit, j'ai écrit à Le Guéry à ce sujet. Avant d'envoyer ma lettre, je priai par téléphone Paradis de venir me voir afin d'en prendre connaissance puisque c'était à lui que Le Guéry avait annoncé la nouvelle.

En venant me voir, Paradis porta ma communication à la Bataille Syndicaliste et y rencontra Le Guéry, Jouhaux, etc. Il leur dit : « Vous faites courir le bruit de l'arrestation possible de Merrheim et voilà deux jours qu'il est rentré, et pas un de vous ne lui en parle. Il va écrire à Le Guéry. »

Explications avec Le Guéry, Paradis, etc. Coup de téléphone de Le Guéry me disant : « Paradis a mal compris. Je ne lui ai pas dit que tu avais failli être arrêté, mais qu'en passant outre à la censure, en envoyant deux numéros dont un complet, tu risquais d'être arrêté et que, dans ce cas, notre devoir aurait été de protester et de te défendre, malgré que nous ne parlions pas ton point de vue. »

Je lui répondis que ce n'était pas ce que m'avait dit Paradis, que c'était même le contraire, et, ajoutai-je, je le reverrai.

Sur ces entrefaites, Paradis arrive et me dit : « Il paraîtrait que ce n'est plus pour le journal que tu allais être arrêté, mais pour les paroles que tu as prononcées à Lyon et les ordres du jour votés. C'est du moins ce que dit maintenant Luquet qui aurait voulu te voir. »

Aussitôt, je demande l'Humanité. Dans ma précipitation, je me trompe de numéro et on me met en communication avec le Parti. J'entends aussitôt que c'est Dibreuil qui me parle, et je redemande l'Humanité. Luquet me dit à peu près textuellement : « Il n'a jamais été question de ton arrestation pour le journal. J'ai dit moi-même — j'espère que tu me croiras — que ce n'était pas possible, qu'on pouvait soit t'infliger un blâme, soit saisir le journal pour avoir passé outre à la censure, et c'est tout. Je ne voudrais pas que tu cries qu'on nous ne pensons pas comme toi, nous faisons courir des bruits comme ceux-là. Mais il a bien été question de ton arrestation pour quelque chose de plus sérieux. J'aurais préféré te voir pour en causer, car c'est assez délicat à dire dans le téléphone. »

« — Mon vieux, lui dis-je, je pars

demain pour Saint-Nazaire : dis-tout-jours. »

« — Voici : on te reproche des paroles imprudentes prononcées dans ton discours de Lyon, et surtout les ordres du jour votés. »

J'éclatai de rire, en regardant Paradis que j'avais invité dès le début à prendre le second récepteur du téléphone, et je répondis à Luquet : « Je serais curieux de voir le rapport sur les paroles que j'ai prononcées à Lyon ; en raison même des circonstances je me suis surveillé et je suis trop maître de ce que je dis pour avoir dépassé la mesure. Je ne suis pas assez bête pour me faire poursuivre actuellement pour des paroles prononcées en réunion publique : il y a mieux à faire. Quant aux ordres du jour, je sais ce qu'il y a dedans et je défie bien qu'il y ait de me poursuivre pour ce qu'il disent. Je les tiens d'ailleurs à la disposition de qui les voudra. »

Luquet me répondit en m'assurant qu'il y avait eu quelque chose. « Je ne puis pas te dire qu'il me l'a dit par téléphone, mais sois certain qu'il y a eu quelque chose, je te l'affirme. Tu penses bien que je ne te le dirais pas, si je n'en étais pas sûr. Le gouvernement a laissé passer l'affaire en espérant que le gouvernement militaire de Lyon ne poursuivrait pas, et parce que ton arrestation au point de vue international, soulèverait une trop grosse émotion » (ou aurait une trop grande répercussion : c'est l'une ou l'autre de ces phrases).

Je répétais à Luquet ce que je dis plus haut concernant la réunion de Lyon et j'ajoutais : « Je dors bien tranquille sur mes deux oreilles. La vérité, la voici : Dumont, du Petit Parisien, est venu chez moi, dimanche, à midi, annoncer à ma femme que j'allais être arrêté. Ce sont ces bruits d'arrestation qu'on a colportés. Je suis fixé et l'incident est clos. »

Mon Luquet fut un peu estomaqué et ne me répondit pas pendant une demi-minute au moins ; puis, après une nouvelle protestation de sa bonne foi, je lui répétei : « L'incident est clos, et au revoir. »

Depuis j'ai réfléchi et je suis persuadé que les deux bruits d'arrestations n'ont aucun rapport entre eux et sont tous deux exacts.

Le premier a été mis en circulation par Dumont, du Petit Parisien — décidément, c'est bien l'individu suspect que j'ai toujours supposé et dont je me suis toujours méfié — et repris, affirmé par Le Guéry, comme certain, lequel, mieux informé, fait volte-face.

Le second a son origine dans les deux ordres du jour qui ont été envoyés à la Bataille Syndicaliste, et voici sur quoi je base mon raisonnement :

A la réunion de Lyon, pendant que je causais, le secrétaire de l'Union et la camarade qui présidait rédigeaient, au crayon, chacun un ordre du jour. Le premier avait un caractère général. Le second, destiné plus spécialement aux femmes. Ce sont ces deux ordres du jour qui furent lus à Lyon à la réunion. La réunion terminée, il fut convenu que je remettrais ces ordres du jour, au net, en les précisant et en leur donnant bien le caractère contre la guerre et de sympathie aux travailleurs de toutes les nations.

Je le fis le lundi avec Bécirard. Le soir, ce dernier en donna lecture à la Commission exécutive de l'Union, dont font partie les deux camarades auteurs des deux ordres du jour. Ces derniers déclarèrent que c'était bien le caractère qu'ils avaient voulu donner à leur ordre du jour, et le lendemain Bécirard les envoya à la Bataille Syndicaliste.

Cette dernière, comme c'est son habitude les porta à la Censure, avant de les faire composer avec le compte rendu de la réunion que la Bataille Syndicaliste a publié seulement hier 9 mai. De la Censure ils sont allés, comme l'Union des Métaux, à la présidence du Conseil. Discussion et question d'arrestation, à laquelle Guesde et Sembat auront dû s'opposer trouvant tout de même peut-être que le morceau serait dur à faire avaler. Et je suppose cela, c'est en raison de ce que dit Luquet :

« Le gouvernement a laissé passer l'affaire, en espérant que le gouvernement militaire de Lyon ne poursuivrait pas... »

Or, ce dernier ne peut poursuivre des ordres du jour qu'il ignore, car ceux lus à la réunion étaient amorphes et n'avaient rien de précis. Ils ne furent pas envoyés à la presse locale, parce qu'elle n'avait pas voulu annoncer la réunion. Quant à mon discours, pas un mot ne peut donner lieu à poursuite, à moins de me faire dire des paroles que je n'ai pas prononcées.

Ce qui me confirme dans ce raisonnement, c'est qu'avant de quitter Paris une personnalité bien placée m'a averti discrètement qu'ordre avait été donné aux facteurs de remettre aux receveurs des bureaux de poste relevant de mon quartier toute ma correspondance avant distribution. Je saurais, avant peu, depuis quelle date s'exerce cette surveillance et je ne m'étonnerais plus que tu ne m'aies pas répondu à ma lettre et peut-être bien que la mienne ne lui est pas parvenue.

J'ai écrit pour avoir les originaux des ordres du jour écrits au crayon, si toutefois ils ont été conservés. J'ai remis à Paradis la lettre à Le Guéry, car Paradis, quand j'eus fini de téléphoner à Luquet, me dit : « Il n'a jamais été question de la réunion de Lyon. On m'a toujours parlé de l'Union des Métaux quand on parlait de ton arrestation. » Je n'y comprends plus rien. Je vais donc pousser tous ces gens-là jusqu'au bout, afin de démasquer, une fois de plus, leurs manœuvres. L'Union des Métaux a été le pavé dans la mare où barbotent ces tristes individus et les bruits d'arrestation qu'ils ont colportés, ramassés de la bouche même de Dumont, du Petit Parisien, n'avaient qu'un but : faire peur à ceux qui voudraient nous aider.

C'est, en résumé, les mêmes manœuvres faites par les mêmes gens, qui ont eu lieu dans la semaine qui a précédé la guerre. Quelle lâcheté ! Quelle tristesse surtout de penser que un mouvement, une action, dépend des racontars d'un journaliste suspect... pour ne pas dire plus.

Voilà, mon cher Rosmer, ce que je tenais à t'écrire aujourd'hui.

A. MERRHEIM.

1^{er} Mai 1916

Extraits du tract distribué par Liebknecht aux ouvriers de Berlin pour les convier à la manifestation du 1^{er} mai 1916 contre la guerre qui eut lieu sur la place de Potsdam et au cours de laquelle il fut arrêté.

Pour la deuxième fois le jour du 1^{er} Mai se lève sur la mer sanglante du carnage universel. Les troupes de combat du socialisme libérateur s'entre-tuent au profit de l'impérialisme assassin... La misère et la famine règnent en Allemagne.

Au profit de qui, dans quel but, toutes ces orreurs et tous ces massacres ? Afin que les hobereaux et les capitalistes puissent s'enrichir au moyen de la conquête et de l'exploitation de nouveaux territoires. Afin que les requins de l'industrie lourde, les fournisseurs de l'armée puissent récolter d'immenses fortunes sur les champs de carnage. Afin que les spéculateurs puissent faire des affaires d'or avec les emprunts de guerre. Afin que les mercantis puissent s'engraisser aux dépens du peuple affamé. Afin que le militarisme, la monarchie, la réaction imposent au pays leur domination incontestée...

Ouvriers, camarades, femmes du peuple ! Combien de temps supporterez-vous en silence le carnage, la misère, la famine ? Les riches peuvent tenir longtemps encore, car ils ne souffrent pas de la faim...

A bas la guerre fratricide ! A bas tous les responsables, tous les fauteurs et tous les profiteurs de guerre !

DANS L'INDE

La lutte s'amplifie

Les récentes nouvelles de l'Inde montrent que l'effervescence prolétarienne va en augmentant, en s'étendant, et qu'elle ne s'arrête pas aux bornes de la « non-coopération non violente », devenue depuis « agressive », telle que la préconise Gandhi et son état-major de franciscains. A la base de l'agitation nationaliste, plus ou moins progressiste dans ses buts (avec Gandhi elle est nettement réactionnaire, mais se prétend progressiste avec la gauche — y compris M.N. Roy — du Congrès) il y a un profond mouvement révolutionnaire des ouvriers (surtout dans le textile, les mines, et les chemins de fer) et des paysans miséreux. Nous avons exposé les bases de ces différents courants révolutionnaires dans la *Vérité* du 7 et 14 mars, à l'ouverture de la campagne de désobéissance de Gandhi.

L'évolution de Gandhi

Actuellement, le gouvernement impérialiste de Mac Donald est entré dans la voie de la répression brutale. Il laisse Gandhi en liberté, mais il emprisonne les militants nationalistes les plus actifs. Quant aux ouvriers en grève, aux manifestants, il les massacre tout simplement. La mitrailleuse travailliste entre en action. Peshawar (ville de 104.000 habitants), presque à la frontière de l'Afghanistan (à 300 kilomètres de la frontière d'U.R.S.S.) est en état de siège à la suite des émeutes qui y ont eu lieu aux environs du 20 avril. Près de Bombay la police a tiré sur les grévistes dans une mine d'or (23-24 avril). A Chittagong aussi a eu lieu dans le courant de la semaine dernière un combat entre les troupes anglaises et des éléments nationalistes. Dans la même semaine de violentes bagarres ont eu lieu à Calcutta. Notons que Chittagong est au fond du Golfe de Bengale, en Birmanie, distante de Peshawar de plus de 2.500 km. On voit que le mouvement embrase toute l'Inde.

La position de Gandhi devient épineuse. Le mouvement révolutionnaire entre incontestablement dans la voie active des collisions avec le pouvoir d'Etat, avec son armée et sa police. Il débord singulièrement la non-coopération non violente. Il ne pouvait pas en être autrement. Les lois brutales de la lutte de classe imposent aux événements un cours sur lequel Gandhi n'a aucune prise. Pour fabriquer du sel il faut bafouer la loi anglaise ; mais puisque la loi anglaise intervient sous forme de policiers et de soldats pour empêcher la fabrication libre du sel, il faut défendre ceux qui le fabriquent, c'est-à-dire qu'il faut lutter contre la police britannique. Voilà le fait. Alors Gandhi s'en tire par de misérables explications comme celle-ci : « Que les autorités le veulent ou non, nous poursuivrons inlassablement notre politique de passivité et laisserons le soin au gouvernement de mitrailler nos frères qui, comme tout le monde le sait, n'ont jamais recours à la violence, même lorsque celle-ci est provoquée par les autorités ». Gandhi « laisse le soin au gouvernement de mitrailler ses frères », mais ses frères ne se laissent pas mitrailler. Gandhi écrit que « comme tout le monde le sait » ses frères « n'ont jamais recours à la violence, même lorsque celle-ci est provoquée par les autorités ». Cela veut dire clairement qu'il désavoue, qu'il se désolidarise d'avec les prolétaires hindous qui entrent dans la voie de la lutte active, dans la voie de l'action et de l'organisation révolutionnaire qu'il a toujours répudiée, quant à lui. Il ne considère comme ses frères que ceux qui ne luttent pas, qui subissent passivement la mitraille. Ce n'est d'ailleurs pas une trahison, car Gandhi a toujours eu cette attitude, et n'a jamais promis autre chose qu'une non-coopération non violente dont les bases économiques sont absolument réactionnaires.

Si l'effervescence des masses se développe, si les masses révolutionnaires parviennent à forger le parti, l'instrument indispensable pour une lutte victorieuse, le rôle de Gandhi apparaîtra de plus en plus comme un rôle réactionnaire, économiquement et socialement parlant. Gandhi et le groupe de nationalistes qui le suivent a été débordé dans une première période de la révolution par les masses ouvrières et paysannes qui l'ont forcé à reprendre la lutte contre la domination

de la bourgeoisie anglaise. Dans une deuxième étape, si la poussée des masses continue à s'amplifier et à s'organiser, Gandhi sera débordé et entraîné par toute l'aile droite, et en général par la très large majorité des couches diverses de la bourgeoisie hindoue. C'est qu'en effet, la révolution hindoue ne peut évoluer que dans deux sens : celui d'un assujettissement croissant de l'économie nationale au mode de production capitaliste (que la bourgeoisie hindoue veut partager avec l'Angleterre, ou même posséder pour elle seule), ou celui de la révolution prolétarienne, qui expropriera la propriété foncière, distribuerait la terre aux paysans, abolirait l'usure qui grève et ruine les petits paysans isolés, nationaliserait l'industrie et les transports, et unifierait l'économie avec celle de l'union soviétique — en même temps qu'elle provoquerait une crise révolutionnaire d'extrême importance en Angleterre et sur toute l'Europe. Or la base sociale de la politique gandhiste réside strictement dans un certain état de l'agriculture, répudiant le capitalisme industriel, aussi bien que l'appropriation socialiste par les grandes masses travailleuses. Comme l'écrit très justement A. Philip dans son remarquable livre sur l'Inde Nouvelle : « L'agriculture obéit à la loi des rendements décroissants, et dans un état donné de la technique, un point est rapidement atteint où l'effort de l'homme est impuissant à obtenir un rendement sensiblement plus élevé : on peut donc considérer la production comme une constante, et le seul moyen d'améliorer le sort des miséreux est pour chaque individu de réduire au minimum sa propre consommation afin de laisser la plus grande part possible aux autres. L'ascétisme gandhiste ou franciscain est donc la manifestation la plus parfaite de la fraternité humaine dans une économie agricole ». L'évolution des contradictions économiques et sociales est donc destinée à balayer la philosophie politique réactionnaire du gandhisme. Il semble que l'heure approche de ce coup de balai. L'essentiel est qu'il se fasse par et pour les masses révolutionnaires.

Le « Populaire » embarrassé

La social-démocratie internationale se fait pudiquement sur la révolution hindoue. C'est que Mac Donald et son ministère travailliste assument la responsabilité des massacres de révolutionnaires hindous. En France, le *Populaire* n'a longtemps publié que des dépêches d'agences, sans commentaires. Maintenant, l'ampleur des événements l'oblige à s'expliquer. C'est ce malheureux Rosenfeld, qui a déjà tant de mal à s'en tirer avec la politique de Staline, qui a été chargé de cette besogne ingrate : d'où un article d'une monstrueuse hypocrisie, dans le *Populaire* du 24. Rosenfeld est obligé d'avouer que les travaillistes ne peuvent pas faire dans l'Inde une autre politique que les conservateurs : « L'opinion politique [entendez les capitalistes] en Angleterre — et dans ce pays [seulement dans celui-là ?] tout gouvernement est obligé de compter avec elle — est tellement attachée à ce qu'elle appelle « l'intégrité de l'empire » [c'est-à-dire au domaine propre du capitalisme anglais] que le cabinet qui toucherait — ou ferait semblant de toucher — à cette intégrité, dont l'Inde constitue pour les Anglais [lesquels ?] la pierre angulaire, serait immédiatement balayé ». Cet aveu plus ou moins embarrassé est complété par cette cynique hypocrisie : « Le Labour party voit avec sympathie le mouvement de Gandhi ». Gandhi peut être, comme on peut en juger par les égardes que le gouvernement a pour lui — mais les masses qui suivent ou qui entraînent Gandhi, le Labour Party les fait fusiller. La révolution hindoue forcée la social-démocratie internationale à étaler son rôle de paravent démocratique de l'exploitation impérialiste renforcée dans la période de ses contradictions mortelles.

Où est le Parti communiste hindou ?

Quant à l'I.C. elle continue avec constance dans l'Inde les mêmes fautes qu'elle a accumulées en Chine, et dont elle n'a pas su tirer les leçons malgré les avertissements, les critiques violentes que l'Opposition a faites. Le principe fondamental de l'Internationale Communiste sur le rôle

Coup d'œil sur l'Espagne

LE SÉPARATISME

Il y a à l'heure actuelle deux choses à la mode en Espagne : se déclarer républicain et... ainsi de la Catalogne. Les intellectuels espagnols, même ceux qui n'ont cessé de flirter avec la monarchie et qui se sont tus sagement devant les brimades de la dictature, avec ce sens de l'opportunisme qui caractérise généralement tout intellectuel bourgeois, parlent à présent en républicains et tendent une main protectrice à la Catalogne. Un grand banquet de confraternité réunissait le mois dernier les intellectuels castillans et catalans de toutes nuances pour échanger des discours dont le véritable but n'était autre que d'essayer d'enrayer le développement du mouvement séparatiste catalan.

C'est que le séparatisme, de même que le républicanisme, s'est développé formidablement pendant la période dictatorial. Ceci, tout le monde le reconnaît en Espagne, même ceux qui continuent à être des adversaires résolus de la république et de l'indépendance de la Catalogne.

Un des motifs du coup d'Etat de Primo fut d'arrêter le développement du catalanisme. Après il ne cessa de poursuivre la langue, le drapeau, les chansons catalanes et de mettre sous les verrous, sous n'importe quel prétexte, les militants catalanistes. Macia et quelques centaines de ses amis furent exilés. La répression dictatoriale les poussa à prendre les armes. Il en résulta le complot putschiste qui échoua à la frontière en novembre 1926, et

et la nature des partis communistes, de l'avant-garde consciente et organisée de la classe ouvrière, l'enseignement cent fois confirmé depuis Octobre sur la nécessité pour aborder la prise du pouvoir d'un parti de classe avec une organisation ferme, une doctrine marxiste juste, et la pleine indépendance vis-à-vis des autres formations politiques de la petite-bourgeoisie ou de la bourgeoisie, même dans les pays semi-coloniaux, sont baloutés actuellement dans l'Inde. Nous l'avons affirmé ici, et l'*Humanité* nous en apporte la confirmation tous les jours par son silence sur ce point : il n'y a pas de parti communiste dans l'Inde. Et cependant, la *Correspondance Internationale*, écrit à propos des événements récents : « Nous pouvons parler du début d'une nouvelle étape, du passage des masses aux actions insurrectionnelles. » (23 avril). Comment le prolétariat peut-il passer aux actions insurrectionnelles sans parti communiste ? Comment cela est-il possible ? L'*Humanité* ne cesse de hurler sur les mouvements révolutionnaires de la masse, sans chercher d'ailleurs à les analyser, mais elle ne nous dit pas un mot de l'activité du Parti communiste hindou. Evidemment, il n'existe pas. Et c'est dans ces conditions qu'on parle d'actions insurrectionnelles, d'une possibilité de prise du pouvoir ?

Nous le redemandons ici pour l'Inde comme nous l'avons demandé pour la Chine : que faites-vous des principes fondamentaux de l'Internationale communiste ? Où est votre stratégie marxiste ? Où est l'action du parti communiste chinois, où est le mouvement insurrectionnel des masses ouvrières aidées ou conduites par le parti de classe, par le parti révolutionnaire ? Où est le parti communiste hindou ? Nous voulons des réponses ; tous les travailleurs révolutionnaires, qui ne veulent pas que la révolution hindoue soit égorgée par la faute de l'I.C. comme l'a été la révolution chinoise, demanderont avec l'opposition de gauche aux bureaucrates de l'I.C. : qu'avez-vous à répondre à nos demandes, à nos critiques ?

Les ballvernes de l'*Humanité* ne sont que du jargon. Elles ne font d'ailleurs que refléter fidèlement les analyses fausses qui sont faites dans les Plénums bureaucratiques de l'Internationale, et reproduits dans toute la presse de Staline, principal responsable des erreurs sanglantes et monstrueuses qui ont été commises sous sa direction dans la révolution chinoise.

P. NAVILLE.

l'expulsion de France de la plupart des catalanistes qui y prirent part.

Dans sa première amnistie, le gouvernement Berenguer avait exclu deux catégories d'emprisonnés : ceux qui ont été condamnés en 1921-23 pour délits sociaux et les « ennemis de l'intégrité de la patrie », c'est-à-dire les séparatistes catalans. Immédiatement une grande clameur monta de toute la Catalogne. Les télégrammes demandant l'amnistie des séparatistes condamnés ou exilés pleuvaient sur le gouvernement. Il recevait des signatures par milliers. Toute la population catalane se trouva unie dans cette campagne. Et le gouvernement dut céder. Il a libéré d'abord les condamnés pour l'attentat de Garraf contre Alphonse XIII. Ceux-ci ont été reçus par des manifestations groupant jusqu'à 50.000 personnes. Ensuite, le gouvernement dut amnistier aussi les Catalans exilés. Et ceux-ci, avec le vieux Macia à leur tête, se disposent à rentrer dans leur pays, où ils seront reçus et fêtés par toute la population catalane.

Donc le sentiment séparatiste est très intense en ce moment dans la Catalogne (il l'est beaucoup moins dans la Biscaye). La Catalogne pourra-t-elle conquérir son indépendance dans le cadre du régime actuel ? Evidemment non. L'Etat espagnol écraserait par la force toute tentative de séparation de la Catalogne d'avec l'Espagne. Et pour cet écrasement, la bourgeoisie espagnole recevrait l'aide de la grande bourgeoisie catalane représentée par Cambo, leader de la « Lliga régionaliste » et grand financier. La « Lliga » mena jadis la campagne séparatiste. La bourgeoisie catalane revendiquait non la séparation pure et simple d'avec l'Espagne, mais la place qui lui revenait par son importance économique, dans la direction des affaires de l'Etat espagnol. Cette place, elle l'a conquise : avant 1923 Cambo fut deux fois ministre, ayant à ses côtés un autre ministre catalan, M. Ventosa. Cambo faisait la politique de la grande bourgeoisie catalane. C'est Cambo qui inspira la politique terroriste contre le syndicalisme que menaient officiellement les bourgeois Martinez Anido et Arlegui. C'est encore lui qui aida à préparer et appuyer le coup d'Etat de Primo de Rivera. Par là, il contribua à sauver la monarchie et fut le complice des persécutions dictatoriales contre les séparatistes. Aujourd'hui encore, et comme nous le signalons dans notre article précédent, Cambo fait toutes sortes de démarches pour constituer un parti national monarchiste.

Macia se sépara de Cambo et de la « Lliga » et, avec la gauche séparatiste constitua le parti *Estat Catala*. Il aspire à conquérir l'indépendance pour son pays dans un régime républicain fédéral, tel que le concevait le penseur républicain Pi y Margall. C'est pour cela que sa lutte séparatiste prend une forme républicaine bourgeoise. Il promet au peuple catalan un vague programme de réformes libérales mais sans porter atteinte à la propriété privée.

Rien d'étonnant dès lors, que se développe au sein de l'*Estat Catala* un fort courant de gauche, surtout parmi l'élément ouvrier et les paysans pauvres. Ces éléments ont donné leur adhésion ou sympathisent avec le communisme. Nous comptons de bons camarades oppositionnels parmi eux. La réalisation du programme libéral bourgeois de Macia ne changerait en rien leur situation d'exploités. Ils sont convaincus que leur lutte pour l'indépendance de la Catalogne doit revêtir un caractère de lutte de classes et que cette indépendance ne pourra se réaliser vraiment, intégralement, que dans un régime fédératif de soviets ouvriers et paysans.

Le mouvement séparatiste peut avoir une importance extraordinaire pour l'avenir du communisme en Espagne. Il faut pour cela que le Parti communiste espagnol sache appliquer une tactique juste, ce qu'il a été très loin d'être capable de faire jusqu'à maintenant. Mais nous parlerons de cela quand nous arriverons aux questions de la tactique. — G.

Le manifeste du Bureau Fédéral de l'Enseignement

SAUVONS LA C. G. T. U.

Pour l'opposition unitaire

Voici le texte du manifeste annoncé dans notre précédent numéro et rédigé par le Bureau fédéral de l'Enseignement sur mandat du Conseil fédéral. Il est à peine besoin d'en souligner l'importance. Au lendemain du congrès de Besançon, la majorité fédérale de l'Enseignement avait élaboré une plate-forme pour préciser nettement sa position devant la direction de la C.G.T.U. et devant la Ligue syndicaliste. C'était un document d'ordre intérieur à la Fédération. Aujourd'hui, nos camarades de l'Enseignement s'adressent à tous les militants des organisations unitaires ; le cri d'alarme qu'il lance a été rendu nécessaire par la situation créée dans la C.G.T.U.

D'une part, la direction confédérale accentuant et aggravant sa politique d'impuissance et de provocation suscite une atmosphère de scission : des syndicats unitaires ont déjà passé à l'autonomie. D'autre part, le Comité pour l'indépendance du syndicalisme entraîne la minorité dans une voie pleine de dangers. La position qu'est amenée ainsi à prendre la Fédération de l'Enseignement coïncide avec celle que nous avons prise dès le congrès de Paris, au moment où la nouvelle minorité s'affirmait. Elle sera un encouragement pour tous les camarades de l'opposition qui auront, avec ce manifeste, un nouveau moyen d'étendre leur action et leur propagande. Ils le répandront le plus possible, le feront lire, le discuteront et se hâteront de recueillir des adhésions. Ainsi autour de la Fédération de l'Enseignement se rassembleront tous les unitaires soucieux de sauver la C.G.T.U. du péril qui la menace.

Nous apporterons toute notre aide au développement de cette « opposition unitaire ».

Cri d'alarme

Il est temps de jeter un cri d'alarme. Ce qui est en jeu c'est l'avenir de la C.G.T.U. et du syndicalisme révolutionnaire, c'est — pour des années — le sort du prolétariat.

La situation de plus en plus critique dans laquelle se débat notre centrale syndicale place toutes les organisations, tous les militants partisans d'un syndicalisme unitaire de lutte de classe en face de lourdes responsabilités. Bien coupables seraient ceux qui, pour de misérables questions de tendance, par esprit de parti ou de secte, par peur des injures ou pour toute autre raison continueraient à se réfugier dans la passivité et à gémir en a part.

Assez de suivisme ! Assez de silence ! Assez de récriminations dans les conversations particulières !

Que parlent enfin, que résistent, que réagissent tous ceux — et ils sont nombreux — qui sentent, qui voient vers quel abîme la direction actuelle de la C.G.T.U. mène le mouvement syndical révolutionnaire qui sentent, qui voient aussi vers quelle impasse la minorité groupée autour du *Cri du Peuple* conduit une bonne partie de l'opposition confédérale.

Position de la Fédération de l'Enseignement

La Fédération de l'Enseignement a été à l'avant-garde dans la lutte contre les renégats scissionnistes de l'ancienne C.G.T. puis contre les soi-disant anarchistes qui menaient la nouvelle organisation au syndicalisme de secte anti-communiste. Elle entend se placer à l'avant-garde encore dans la lutte, d'une part, contre les démolisseurs qui discréditent le communisme et précipitent la C.G.T.U. dans l'ornière du syndicalisme de secte prêté bolchevique, l'autre part contre ceux qui, en réaction, reculent sur des positions trop proches de la C.G.T.

Notre Fédération a publié après le dernier congrès fédéral, dans son organe (13 octobre) une plate-forme fixant d'une façon très nette et très franche la position révolutionnaire qu'elle prenait. Cette plate-forme attaquait à la fois les minoritaires et les majoritaires. Pour l'époque, nous ne croyons pas trop nous avancer en disant que ce texte représentait un grand pas de fait dans la voie de la clarification syndicale. Malheureusement, il ne fut diffusé qu'à l'intérieur de notre organisation. Par la suite, notre B.F., le seul dans la C.G.T.U. s'est prononcé nettement contre les menaces de scission qui se font jour dans l'I.S.R. et la C.G.T.U.

Aujourd'hui, en considération de la gravité du péril, nous estimons nécessaire de publier cette déclaration qui, par delà notre cadre, précisera la position de tous les opposants révolutionnaires, atténuera le malaise actuel, rassurera et ralliera les communistes inquiets, arrêtera peut-être les syndicalistes sincères qui, désarmés, glissent à droite ou inclinent vers l'autonomie.

Du Congrès de Bordeaux à maintenant

Qu'est devenue la belle organisation dont nous étions si fiers encore au congrès de Bordeaux ?

Quoique plaçant le but de son activité bien au-dessus de l'intérêt particulier des syndicats unitaires, la C.G.T.U. groupait alors environ 500.000 syndiqués. Elle comptait, et elle pouvait compter dans la C.G.T. et parmi d'importantes organisations de fonctionnaires sur toute une large couche de militants et de groupements qui subissaient très sérieusement son influence. Elle commettait, certes, quelques fautes d'ordre secondaire, mais sa politique générale était juste, ce qui désarmait la minorité monarchiste groupant 60 voix sur 2.000 suffrages. Surtout, à cette époque, la C.G.T.U. comprenait que pour ne pas mentir à son titre et à son origine, elle devait s'orienter vers le syndicalisme révolutionnaire de masse. Par la voie du syndicalisme à bases multiples, par l'enlèvement des statuts du paragraphe sur la dictature du prolétariat, par l'attention apportée aux revendications immédiates, à l'organisation des travailleuses et des jeunes elle visait à recruter, à « gagner l'adhésion des masses », suivant les termes mêmes du message de l'I.S.R.

Aujourd'hui, alors que la C.G.T. et même la Confédération des travailleurs chrétiens, progressent numériquement, la C.G.T.U. suit une voie opposée. Le bureau confédéral a reconnu avoir perdu 77.000 membres en un an. Et depuis, cette chute vertigineuse des effectifs n'a fait que s'accroître.

Par des méthodes de bluff, en mentionnant et soulignant seulement les succès, on est arrivé à faire croire à un renforcement de l'influence unitaire au cours des élections prudhomales. Pourtant, à part quelques centres, l'ensemble est loin d'être brillant. Ainsi, dans tout le Nord, les syndicats unitaires arrivèrent bons derniers avec 5.737 voix, tandis que les S. chrétiens en recueillaient 6.125 et les confédérés 10.740.

Et dans le domaine des institutions syndicales les choses ont-elles été mieux ? Allons donc ! L'édifice érigé par le Congrès de Bordeaux s'est avéré un château de cartes. Rien n'a été fait. Pas plus en ce qui concerne les assurances sociales, la C.N.S.S.O., le syndicalisme à base multiple que la stratégie des grèves.

C'est seulement dans ce domaine des grèves que la C.G.T.U. a fait preuve d'activité, mais en oubliant toute la stratégie qui avait été si soigneusement étudiée à Bordeaux. Les résultats piteux, lamentables, aussi bien à Hal-luin, Guise, Nice, Belfort qu'à Champagnac, n'accusent pas les faiblesses, mais bien l'incapacité d'une direction se mouvant uniquement dans le verbiage, rabâchant sans cesse les grands mots mis à la mode par tel Congrès ou Plénum.

C'est surtout depuis le dernier congrès que l'influence unitaire n'a fait que décroître.

Les dirigeants confédéraux peuvent chercher maintenant les syndicats confédérés de base capables comme auparavant de conjuguer leurs efforts aux leurs. La Fédération autonome des fonctionnaires qui tournait la plate-forme de l'autonomie du côté de la C.G.T.U. et pratiquait toujours l'action commune avec le Cartel unitaire, se tient maintenant à l'écart. On voit, ce qui est symbolique, mais l'*Humanité* se garde d'en souffler mot, tel ou tel syndicat unitaire entrer dans l'autonomie ou adhérer à la C.G.T. alors que l'inverse se produit de plus en plus rarement et qu'on ne saurait nous tromper avec les adhésions sans lendemain opérées par la distribution gratuite de cartes syndicales aux grévistes, qu'aucune prise de timbre ne vient compléter ensuite. Chose autrement grave, des syndicats de la Fédération de l'Alimentation sont passés à l'autonomie. Il y a seulement un an, le syndiqué qui eût prophétisé un tel fait eût été traité de fou ! Nous voulons croire que les camarades placés à la tête des Fédérations minoritaires feront un effort pour enrayer ce courant qui, l'expérience l'a montré, aboutit après un stage plus ou moins long dans l'autonomie, à la C.G.T. des chefs intégrés et briseurs de grèves. Mais c'est tout de même un signe des temps qu'une telle question puisse se poser. Il faut vraiment que des camarades considèrent la maison confédérale comme inhabitable pour songer à la quitter. Ils ont tort, nous le leur disons catégoriquement et nous nous élevons très nettement contre tout éventuel abandon de poste. Mais il est clair que la façon dont la direction confédérale actuelle traite les opposants est intolérable.

Les campagnes d'injures

En effet, pour répondre à la répression gouvernementale qui s'abat sur les organisations révolutionnaires, cette même direction confédérale qui préconise un large front unique à la base et qui porte aux nues les inorganisés, ne trouve rien de mieux que de rompre l'unité morale de la C.G.T.U. en poursuivant une politique intérieure de vigoureuse répression.

L'*Humanité*, précisément depuis que des représentants de la C.G.T.U. siègent au Conseil d'administration, déverse à pleins tonneaux inepties, mensonges, injures, calomnies à l'adresse de tous ceux qui sont, qu'on croit ou qu'on soupçonne être opposants ou simplement de faire des réserves sur un point quelconque de l'orientation confédérale actuelle.

La V. O. est également devenue une arme à deux tranchants : l'un fortement émoussé dirigé contre la bourgeoisie, l'autre toujours plus aigu et empoisonné dirigé contre l'opposition de la C.G.T.U.

Et ce sont les militants les plus chargés de responsabilités, ceux-là mêmes qui devaient se montrer les plus circonspects, qui, avec une désinvolture touchant au cynisme, prennent en personne l'initiative de ces campagnes de dégradation. La direction de l'I.S.R. les encourage d'ailleurs à mener une « lutte impitoyable » contre tous les opposants confondus pêle-mêle et baptisés tous, pour la circonstance des épithètes qu'on voudrait infamantes et qui ne sont que risibles de « capitulards de droite », saboteurs de la « ligne révolutionnaire », etc.

La légalité syndicale foulée aux pieds

La répression syndicale se manifeste sous d'autres formes que les injures. En fait, il n'y a plus de légalité syndicale. Et la direction confédérale actuelle qui proteste contre l'éventualité d'une mise hors la loi des organisations révolutionnaires, laisse mettre ou met hors la loi syndicale les groupements syndicaux se rangeant dans l'opposition.

Le même syndicat dit centriste ou minoritaire qui ne peut faire passer un communiqué dans l'*Humanité*, voit insérer dans ce journal à la place du papier régulier qu'il a envoyé, une communication de la fraction communiste préconisant ouvertement une action syndicale sans que les représentants de la C.G.T.U. au C.A. de l'*Humanité* daignent intervenir.

On a vu, à propos d'une affaire, la Vie U.R. informer et documenter directement le secrétaire de la fraction communiste de l'Enseignement avec demande d'intervention parlementaire, sans que le secrétaire fédéral, qui précisément appartient à cette U.R. en ait été informé. Dans la même affaire du reste, le S. intéressé fut accusé de carence, alors que la fraction communiste du S., au courant des faits, au lieu de l'en informer, prévenait la Vie U.R.

Dans l'Alimentation des Syndicats correspondent avec le P.C. et cessent tout rapport avec l'organisation régulière. Dans les Ports et Docks, le Bureau Confédéral, avec les gros sous des syndicats unitaires, crée un organe extra-fédéral pour combattre la grosse majorité des syndiqués. Le syndicat des T.C.R.P. étant géré par des camarades qui ne sont plus du P.C. celui-ci convoque directement au siège même de la C.G.T.U. des assemblées de syndiqués pour opérer le « redressement » de l'organisation opposante.

Dans les Produits chimiques, à côté des secrétaires fédéraux régulièrement investis et pourtant membres du P.C. le Bureau Confédéral violent toute légalité syndicale, a placé d'office sous les plus fallacieux prétextes des délégués plus ou moins camouflés de l'appareil du P.C. La même menace a été portée contre la direction fédérale de l'Enseignement par Simonin, au Congrès de la XV^e U.R.

Enfin, les Syndicats se trouvent dépossédés du droit de diriger les grèves en application des résolutions de la Conférence de Strasbourg et des thèses de la Vie session du C.C. de l'I.S.R., paragraphe 5. L'expérience des derniers mois montre qu'aussitôt qu'éclate un mouvement gréviste, des délégués du P.C. interviennent et incontinent en prennent la direction pour semer la discorde au sein du Comité de grève.

Ainsi, à l'intérieur de la C.G.T.U., la légalité syndicale est constamment foulée aux pieds.

Politique d'exclusions

Tout s'enchaîne avec une rigoureuse logique. En fait, c'est déjà mettre des organisations hors des rangs de la C.G.T.U., que de les ignorer systématiquement ou de leur substituer des organismes ou des militants extra-syndicaux. L'exclusion des syndicats opposants est l'aboutissant fatal de telles méthodes de violence, d'une politique aussi dictatorial.

On a peine à croire que les militants qui, par expérience personnelle savent que toute politique d'exclusion mène à la scission syndicale, ne repoussent pas avec indignation tout renouveau d'une telle politique et qui pis est, reprennent impudemment les méthodes de Jouhaux, Dumoulin et Cie.

La chose est d'autant plus imprévue de la part des militants qui ne craignent pas il y a 2 ans et demi d'aller jusqu'à sacrifier l'existence de la C.G.T.U. sur l'autel de l'unité syndicale. Et pourtant, il faut se rendre à l'évidence. La volonté d'exclusion est très nette chez les dirigeants de la C.G.T.U.

Gillon, secrétaire confédéral a déclaré en pleine C.E. « qu'il fallait sanctionner par l'exclusion de la C.G.T.U. les actes de trahison et les actes de scission ». Et il a précisé sa pensée en déclarant « qu'on regrettait de ne pas avoir exclu Berlot et Weber ». A l'aide des vocables élastiques « trahison », « actes de scission », dont les chefs confédéraux sont si prodigues il est clair maintenant qu'on exclura tous ceux dont on voudra se débarrasser.

L'exemple vient de haut. Il sera suivi. Est-ce que Losowsky, secrétaire de

I.S.R. au cours de l'examen de la situation de la C.G.T.U. n'a pas dit : « Les efforts pour se débarrasser des éléments réformistes furent insuffisants » ? Est-ce qu'à la 6^e session du C.G. de l'I.S.R. (décembre 1929) il n'était pas inscrit plusieurs fois dans les thèses que les éléments « qui s'écartent de la ligne de l'I.S.R. sont d'ores et déjà exclus » ? Dans un autre endroit, vers la fin, il était marqué que la lutte contre les droitiers et les opportunistes — c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas majoritaires — doit trouver sa conclusion dans leur exclusion des rangs de l'I.S.R. Vassant a dû faire remarquer qu'il semblait « dangereux et tout à fait impossible de traiter la question de l'épuration dans le cadre syndical du même point de vue que l'épuration dans le P.C. ». Mais c'est pour des raisons « tactiques » comme il l'a dit formellement, par opportunisme majoritaire et non pour des raisons de principe qu'il s'est élevé contre ces passages des thèses. Malgré cela, la volonté d'exclusion est si ferme chez les dirigeants actuels de l'I.S.R. qu'il est écrit formellement dans les thèses adoptées à la VI^e session sur les perspectives économiques, paragraphe VII, « que les tentatives de scission », « les interventions contre la direction autonome des luttes économiques », « le refus de combattre le social-fascisme », etc., « sont des actes qui mettront hors des rangs de l'I.S.R. les initiateurs et les dirigeants d'une telle ligne ». Dans les thèses de la VI^e session concernant la C.G.T.U., par. VI(on retrouve les mêmes menaces.

Personne ne peut en nier la gravité. Et on peut voir, à la lueur du dernier C.C.N., que les dirigeants confédéraux par leurs affirmations répétées de « sabotage », « trahison », « action dissolvante » des minoritaires, s'efforcent de créer l'atmosphère de pogrom qui doit permettre d'appliquer les thèses folles de l'I.S.R.

Plus de démocratie syndicale

C'est une dérision de parler de démocratie syndicale dans ces conditions. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de démocratie syndicale, quand tous les syndiqués ne peuvent exprimer et défendre librement leur opinion sans se faire injurier, diffamer, brimer, exclure. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de démocratie syndicale quand un bureau confédéral, au lieu de veiller avec un soin jaloux au fonctionnement régulier des organismes syndicaux réguliers, tolère, préconise ou encourage les violations de la légalité syndicale rapportées plus haut.

Il n'y a pas et il ne peut y avoir de démocratie syndicale quand on voit un secrétaire confédéral menacer d'exclusion du P.C. le secrétaire de la Fédération de l'Enseignement qui se refuse à transgresser les décisions du dernier congrès de son organisation.

Il n'y a pas et il ne peut y avoir de démocratie syndicale quand de l'aveu de Monmousseau (intervention au C.G. de l'I.C.) le rapport d'activité de la C.G.T.U. présenté devant le dernier congrès confédéral au lieu d'être l'œuvre du bureau confédéral responsable devant ce congrès est « l'œuvre du Parti » irresponsable devant le congrès confédéral.

Autant nous estimons que l'indépendance idéologique, l'autonomie spirituelle des syndicats est un mythe et que la poursuite de ce but équivaut à la recherche de la quadrature du cercle sur le terrain syndical, autant nous nous élevons contre la domestication, la colonisation des syndicats par la violation de leur indépendance organique, de leur autonomie matérielle.

Ce que nous pensons de l'indépendance du syndicalisme

Il y a sur ce point une distinction très importante à faire et les camarades minoritaires se fourvoient s'ils croient pouvoir jamais placer le syndicalisme à l'abri des infiltrations idéologiques. D'abord, ce ne serait pas souhaitable parce que c'est dans la mesure où le syndicalisme s'inspire de l'idéologie révolutionnaire qu'il s'élève au-dessus du corporatisme étroit, qu'il élargit son horizon. Ensuite ce ne serait pas possible. Quand on porte ses regards dans le passé on constate qu'il n'y a jamais eu de syndicalisme indépendant. A plus forte raison doit-il en être ainsi à une

époque comme la nôtre qui, en accentuant les contradictions internes de l'impérialisme accentue par cela même les contradictions internes du prolétariat. Aussi, de quelque côté qu'on se tourne, on ne trouve nulle part un syndicalisme indépendant.

Le syndicalisme a l'idéologie qui, tout en tenant compte de la tradition et des particularités concrètes du pays où il se meut, s'est imposée par le bon travail corporatif et révolutionnaire de ceux qu'elle inspire. Le libre jeu des tendances s'abritant en son sein et dont il doit admettre l'organisation compose seul sa figure théorique et tactique.

S'il n'est pas pour nous d'idéologie spécifiquement syndicaliste, si nous rejetons l'anarcho-syndicalisme dont la double faillite face à la guerre et à la Révolution russe a été éclatante, si nous ne pouvons donner notre adhésion à la thèse de l'indépendance pour l'indépendance que tous les courants même réactionnaires du mouvement ouvrier peuvent adopter, nous affirmons avec force la nécessité de l'indépendance organique administrative de la C.G.T.U. qui doit être défendue contre la direction de l'I.C. et du P.C. qui suit servilement la majorité confédérale.

La direction unique

Pour la solution des difficultés qui pouvaient surgir entre le P.C. et la C.G.T.U., et pour obtenir un constant parallélisme dans l'action, le P.C. avait cru bon d'instituer voici quelques années la direction unique.

A l'usage, cette formule s'est révélée mauvaise. Elle a entraîné la mécanisation du mouvement syndical. De plus, le fait que les mêmes hommes dirigeaient Parti et C.G.T.U. a nu à un large recrutement syndical, à la création de véritables syndicats de masses. Elle est donc à rejeter. La preuve, du reste, qu'une spécialisation n'est pas inutile entre des organisations œuvrant sur le plan révolutionnaire mais dans des domaines différents, nous est fournie par la Russie même. Dans ce pays, où le P.C. joue un rôle prépondérant, Tomsky était au bureau politique du P.C., mais il y était surtout comme agent de liaison entre la Centrale syndicale et le P.C.

Les rapports entre la C.G.T.U. et les organisations extérieures ne doivent être établis que sous la forme de Comités d'action.

Rôle dirigeant du Parti

Quant à la proclamation par un congrès confédéral du rôle dirigeant du P.C. dans l'organisation syndicale nous jugeons que ce serait une absurdité même si le P.C. français avait réellement conquis son rôle dirigeant.

Mais où et quand le P.C. français, depuis qu'il affirme verbalement son rôle dirigeant, a-t-il administré la preuve de sa capacité d'organisation, d'éducation, de combat ? Comment, c'est au moment où ce parti prouve, au contraire et magistralement, son incapacité de jouer l'important rôle révolutionnaire qui lui est dévolu que les dirigeants confédéraux trouvent le moyen de faire proclamer par un congrès syndical son rôle dirigeant. C'est tout de même fort !

C'est d'autant plus insensé que le P.C. français, dans toutes les thèses qu'il a élaborées à profusion, place toujours son rôle dirigeant dans le futur, ce qui implique qu'il n'en pas douter, qu'il ne reconnaît pas lui-même son rôle dirigeant dans le présent. Sa direction, en affirmant, dans ses publications et dans ses assises, que beaucoup de membres du P.C. ne connaissent pas l'origine du mouvement communiste, manquent d'idéologie marxiste, sont incapables d'organiser, etc., condamne elle-même son rôle dirigeant. Et cependant c'est à cette direction qui s'avoue incapable de former les cadres du prolétariat, qu'on remet le soin de diriger la C.G.T.U., de conduire les grèves — combats de classe si délicats à mener, si divers, si ondoissants et qui réclament avec la flamme révolutionnaire tant d'expérience, de doigté, d'esprit d'initiative et de sens pratique. Comment s'étonner dans ces conditions, que le secrétariat de la région parisienne du P.C. reconnaisse en son dernier rapport avec une belle franchise « que les communistes portent la responsabilité des fautes et des faiblesses du mouvement syndical ».

Entendons-nous bien. Chaque syndi-

qué peut prétendre pour son parti à la conquête du rôle dirigeant, mais par le canal du travail syndical. C'est son droit. Vouloir imposer ce rôle mécaniquement c'est pure sottise. Nous estimons au surplus que lors de la prise du pouvoir les masses en effervescence acclameront avec la centrale syndicale révolutionnaire le parti qui se sera affirmé politiquement en fait et non en paroles le guide révolutionnaire éclairé et lucide de la classe ouvrière.

Dans les conjonctures actuelles la proclamation du rôle dirigeant du P.C. par la C.G.T.U. inutile au P.C. est absurde, dangereuse et néfaste pour la C.G.T.U. — Les sphères dirigeantes de la C.G.T.U. l'ont bien senti du reste. Autrement, on ne s'expliquerait point le besoin qu'elles ont éprouvé de faire une adjonction à la résolution d'orientation du Congrès.

Mais le P.C. entend que son rôle dirigeant soit reconnu sans réticence. Il précise, et ici il est logique, que ce rôle implique la subordination du mouvement syndical. Il est notoirement indispensable, dit-il dans son rapport sur l'activité syndicale (Cahiers du Bolchevisme, numéro spécial, janvier 30, p. 13) que toutes les questions importantes qui doivent être débattues à la C.E. confédérale soient soumises auparavant à l'examen du C.C. ou de son bureau politique ».

Après cela et d'autres passages tout aussi significatifs de ce rapport, qu'on ne vienne pas nous sortir cette balourdise que le rôle dirigeant du P.C. c'est tout simplement le droit — toujours reconnu par nous — pour les communistes de diriger les syndicats pour peu que la confiance des camarades les place aux postes responsables. C'est tout autre chose et nulle confusion n'est plus possible maintenant.

L'accord sur tous les terrains

La résolution adoptée au congrès confédéral place la C.G.T.U. dans l'obligation de travailler étroitement avec le P.C. sur tous les terrains. A la commission des résolutions du congrès il a été précisé que cette expression impliquera le travail sur le terrain électoral. Depuis, Claveri au congrès de la 6^e C.E. (29 déc. 29) a affirmé que le P.C. ferait appel à l'appui financier des syndicats en matière électorale, et nous avons vu récemment la C.E. de la C.G.T.U. faire un appel en faveur de la liste du P.C. aux élections municipales de Saint-Denis. Nous voilà donc fixés et il est évident que les choses ne s'arrêteront pas là. Les syndicats seront entraînés à fond, dans l'arène électorale. Mais pense-t-on que les syndiqués non communistes — les plus nombreux — consentiront volontiers à l'affectation des fonds syndicaux pour une propagande contraire à leurs vues politiques ? Pense-t-on même que les communistes qui ne sont pas des tard-venus au syndicat ne regimberont pas ?

Sans jouer aux prophètes, notre expérience de la vie syndicale nous permet d'avancer que l'application de cette clause stupide aux prochaines élections législatives donnera, si nous n'y mettons bon ordre, le coup de grâce à la C.G.T.U.

La radicalisation des masses

En attendant, nous craignons fort que le 1^{er} mai prochain, au lieu de réaliser la grève politique de masse tant annoncée ne représente comme suite au fléchissement de l'organisation combative du prolétariat qu'une journée inférieure aux premiers mai précédents.

On stérilise l'action ouvrière par des mobilisations successives suivies d'échecs comme le 1^{er} août et le 6 mars.

Non pas qu'il faille rejeter le principe des grandes démonstrations internationales de masse. Il importe au contraire, d'habituer les prolétariats à lier, à coordonner, à concentrer leur action sur des objectifs précis afin de les entraîner un jour sur un vaste front de bataille à la lutte décisive.

Mais une Internationale qui voudrait être prise au sérieux s'assurerait avant de décider un mouvement que son appel sera entendu. Elle ne se discréditerait pas en le lançant à corps perdu dans les aventures. A tout le moins, elle tiendrait compte de la diversité des situations. Et des dirigeants français qui auraient eu quelque poids et un peu de caractère lui auraient fait comprendre

tout ce qu'avait d'inconsidérée une journée contre le chômage dans un pays qui compte — en forçant les statistiques — quelques milliers de chômeurs.

On évoque sans cesse la « radicalisation des masses ». On va même jusqu'à parler d'élan, d'essor révolutionnaire des masses. Mais dans des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne, la Tchéco-Slovaquie, l'Autriche, la Pologne qui comptent des millions de chômeurs, qu'a donné la journée du 6 mars sans travail sérieux de préparation ? En Amérique seulement il y a eu une certaine effervescence du fait que le chômage a pris récemment un nouveau caractère. A entendre Molotov, Lowsky, la question de la prise du pouvoir se poserait incessamment devant la classe ouvrière française et Gilton, secrétaire confédéral, envisage sans rire comme une éventualité proche l'instauration des soviets en France.

Quelles exagérations ! Pourquoi se leurrer et leurrer les autres ? Pourquoi fermer les yeux ? Il faut voir les choses telles qu'elles sont et non pas telles qu'on les désire.

Qu'entend-on par « radicalisation » ? S'agit-il de montrer que les masses valent mieux que leurs chefs réformistes ? Nous en sommes. C'est juste et c'est nécessaire. S'agit-il d'affirmer qu'ici ou là des ouvriers jusqu'ici inertes ont secoué leur torpeur ? Nous en sommes encore. Mais des affirmations de ce genre ont toujours pu être soutenues et en ce sens si le mot « radicalisation » est nouveau, la chose est aussi vieille que la lutte ouvrière. Quant à affirmer que partout les masses sont en effervescence, qu'elles avancent d'un pas ferme dans la voie révolutionnaire ainsi qu'il est dit dans les thèses de l'I.C. et de l'I.S.R., non, non et non. C'est faux, archi-faux.

N'importe quel camarade en ouvrant les yeux est obligé de convenir qu'il n'y a pas de radicalisation dans son coin ; malheureusement le bluff inconsidéré des rédacteurs de l'Humanité tend à lui faire croire dur comme fer qu'il n'en est pas de même ailleurs. Il suffit d'avoir des renseignements de n'importe quelle région, même secouée par des récentes grèves, pour se rendre compte qu'il en est ainsi du Nord au Midi, là comme ailleurs.

Prenons la France. On argue en faveur de la radicalisation le grand nombre de grèves qui ont éclaté au cours de l'année 1929. Or, si l'on consulte les statistiques de grèves, officielles ou ouvrières, les unes sous-estiment, les autres surestiment, il est indubitable que l'année 1929, ne diffère pas sensiblement de l'année précédente et comme total de grèves et comme nombre de grévistes. Il est patent aussi que les années 1923-1924 et surtout 1919-1920 représentent une poussée gréviste autrement importante. En 1929 avec 900 à 1.000 grèves, 4 à 500.000 grévistes nous sommes loin des 2.000 grèves et des 12 à 14 cent mille grévistes ! Et pourtant, à cette époque, on ne parlait pas de « radicalisation des masses » !

D'autres estiment que la radicalisation est ou sera la résultante de l'aggravation de l'exploitation patronale. Ce raisonnement qui paraît logique à première vue ne résiste pas à l'épreuve des faits. L'exemple de l'Amérique est là pour nous montrer que la pire exploitation n'entraîne pas nécessairement la radicalisation.

Quant à l'argumentation qui vise à donner aux grèves un caractère de radicalisation du fait de la mise des forces coercitives de l'Etat au service du patronat, on ne saurait s'y arrêter. Il ne faut rien connaître à l'histoire des conflits de classe tachés de tant de sang ouvrier pour insister à ce sujet.

Comment ? C'est à l'heure où le P.C. et la C.G.T.U. perdent leurs effectifs, où le P.S. et la C.G.T. reprennent pied dans les régions importantes, c'est au moment où l'on voit supprimer le peu qui restait de la presse révolutionnaire de province, où la B.O.P. a dû fermer, où le tirage de l'Humanité piétine, décline peut-être, où la capacité du prolétariat ment ébranlé, où les masses n'arrivent de la région parisienne est sérieuse pas à réagir sur un large front de bataille contre l'emprisonnement de leurs militants, la rationalisation et les préparatifs de guerre, qu'on nous ressasse ce refrain ! Il ne s'agit pas de se garer avec de grands mots, de se laisser éblouir par de grands titres. Il faut réfléchir, regarder autour de soi.

La « politisation des grèves »

La direction actuelle de la C.G.T.U., en dépit de ses redondances, sent très bien, du reste, que les masses sont loin d'être « radicalisées ». C'est pourquoi elle éprouve le besoin de « politiser les grèves », afin d'élever par sa propre action le niveau trop faible des conflits ouvriers.

Ici encore, nos néo-Christophe Colomb du monde social croient découvrir avec un mot nouveau plutôt barbare une chose nouvelle.

Comme ils se trompent ! Depuis qu'il y a un mouvement syndical, les révolutionnaires ont toujours cherché, par delà chaque conflit local, à faire découvrir aux travailleurs toute l'ampleur de l'horizon social. Rien de mieux. Mais pour réussir en ce sens, il faut savoir s'inspirer des circonstances, il ne faut pas d'emblée brûler les étapes et jouer au matamore.

Actuellement, il n'est pas douteux que le meilleur moyen de faire échouer une grève c'est de la proclamer politique. Au surplus, si l'on s'en rapporte aux thèses de Losowski et de Thaelman, lors du X^e Plénum, la « politisation des grèves » n'a pas pour but de développer la conscience révolutionnaire des grévistes, mais d'assurer dans les conflits économiques l'hégémonie du parti.

Les faits ont leur éloquence. Depuis septembre c'est un bilan désastreux que représente la liste des grèves déclenchées ou dirigées par le P.C. et la C.G.T.U.

La répression

Il est des camarades qui reconnaissent volontiers que nous sommes dans le vrai et qui seraient prêts à combattre la direction confédérale. Toutefois ils se trouvent arrêtés par la répression : « Au moment, disent-ils, où les gouvernants bourgeois redoublent de violence contre la C.G.T.U. nous devons faire nos critiques et nous serrer autour des chefs sous les verrous ».

Croient-ils donc ces camarades, que nous ne sommes pas d'accord avec eux pour considérer comme l'une de nos tâches primordiales, la libération de tous les emprisonnés de classe ? Nous avons su prouver à maintes reprises que nous savons oublier les questions de tendance devant la répression gouvernementale.

Mais ne voit-on pas où mène un tel raisonnement ? Tout droit à la suppression de la plénitude de la discussion, au sein du mouvement syndical révolutionnaire, car c'est le propre de ce mouvement d'être toujours sous le coup de la répression.

Après Villeneuve-St-Georges, quand le prolétariat fit le bilan tragique de la répression du « Tigre », on compta : 11 morts, 317 blessés, 342 révoqués et 148 ans de prison. Est-ce que cette répression féroce empêcha jamais la libre critique dans la C.G.T. révolutionnaire d'alors ? Est-ce qu'elle entrava la lutte de l'opposition confédérale d'alors ? Est-ce que les bolcheviks russes du temps du tsar arrêtaient un seul instant, à faire la critique des erreurs, des fautes ou faiblesses des militants déportés en Sibérie ? Allons donc !

Dans l'intérêt du mouvement ouvrier, il ne faut pas permettre que la répression prive les organisations de toute vie intérieure.

Quant à la condition d'une lutte efficace contre la répression, nous la trouvons dans le renforcement du mouvement révolutionnaire et en particulier de la C.G.T.U. Et la condition préliminaire au renforcement, c'est la victoire de notre lutte oppositionnelle.

Accords et divergences

Après avoir pris connaissance de nos critiques et de nos réserves, plus d'un camarade ne manquera pas de dire : « Mais enfin, quelles sont vos perspectives ? »

Nous estimons qu'on abuse des « larges perspectives » à la direction de la C.G.T.U., et à celle du P.C., ce qui fait trop souvent perdre de vue les tâches pratiques les plus élémentaires. Mais nous n'entendons pas nous dérober à la question posée.

Sans optimisme béat, sans scepticisme décevant, sans œillères, en examinant la situation en marxistes, nous nous sommes trouvés d'accord avec la plate-forme de l'I. S.R. sur les points suivants : Aggravation des contradic-

tions impérialistes, des menaces de guerre et d'agression à l'égard de l'U.R.S.S., caractère esclavagiste de la rationalisation, rôle de briseurs de grèves et d'intégration à l'appareil d'Etat bourgeois des chefs confédérés, fascisme larvé de la démocratie bourgeoise, caractère bourgeois et contre-révolutionnaire de la Social-Démocratie, nocivité des illusions démocratiques et du pacifisme béant, défense sans réserve de l'U.R.S.S., accentuation de la répression au cours de la dernière année.

Nos divergences portent sur la radicalisation des masses, la politisation des grèves, le rôle dirigeant du parti tel qu'il est compris maintenant, l'imminence de la guerre affirmée déjà depuis plusieurs années. Notre lutte porte surtout contre la transposition mécanique et bête sur le terrain syndical des méthodes, des pratiques, des mots d'ordre et de la phraséologie creuse des bavards incapables à la direction du P.C., contre le bluff, le mensonge, les procédés de violence, les injures qui dégradent la classe ouvrière, contre la violation de la démocratie syndicale, les exagérations, les cris hystériques, le goût de l'aventure qui discréditent et finalement ruinent une grande organisation. Le prolétariat révolutionnaire de ce pays qui a toute une tradition héroïque de lutte vaut beaucoup mieux que tout cela.

Notre position

On ne manquera pas de nous traiter dédaigneusement de « centristes » et de nous représenter comme des « conciliateurs », des « fatigués », des « opportunistes », des « capitulards », des « défaitistes », des « contre-révolutionnaires » etc., etc. Peu nous chaut.

Cependant si l'on veut nous classer à tout prix nous dirons que les ultragauchistes de la phrase qui affectent de se placer à l'extrême gauche ne sont nullement à notre gauche. Ils sont, en fait, des auxiliaires de la bourgeoisie, des contre-révolutionnaires puisqu'ils ont toute leur action à pour effet de démolir les organisations de classe.

Pour tout dire, nous avons l'impression très nette que si une nouvelle crise survient — comme celle de 1914 — ce ne sont pas les éléments actuels trop versatiles et trop souples pour avoir le tempérament révolutionnaire, qui représenteraient les centres de cristallisation pour la résistance.

A la base de notre double opposition, aux minoritaires d'un côté et aux majoritaires de l'autre, il y a notre ferme volonté d'attachement à la C.G.T.U. et à l'I.S.R. malgré leurs erreurs et leurs fautes. Ardent tout, nous sommes guidés par l'intérêt de la C.G.T.U.

Sauvons la C.G.T.U.

Qui profitera de cette crise ? C'est la question fondamentale que nous nous sommes posée. La réponse n'est pas douteuse hélas ! Ce serait la bourgeoisie, ce serait la C.G.T. si l'action nécessaire n'était pas entreprise immédiatement.

Pour enrayer les tentatives de passage à l'autonomie, pour balayer la direction actuelle si néfaste de la C.G.T.U., nous demandons à tous les militants, à toutes les organisations syndicales de réagir, de résister, d'organiser une opposition conséquente sur la base de notre plate-forme.

Il faut sauver le syndicalisme unitaire de lutte de classe.

Il faut sauver la C.G.T.U.

LE BUREAU FEDERAL.

P.-S. — Déjà les militants suivants que nous avons pu voir adoptent notre plate-forme d'opposition unitaire :

Mineur (Pas-de-Calais) ; PAGET, Chaligny (Meurthe-et-Moselle).

Produits chimiques : CHABANON, ancien secrétaire fédéral ; BLOQUET, secrétaire du syndicat de la R.P. ; FRANK, région parisienne.

Métaux : ANTOINE, région parisienne ; GOUNGET, région parisienne ; POUSSER, ancien secrétaire fédéral (avec réserves).

P.T.T. : DOUDAIN, Paris.

Nord : CORNETTE, secrétaire de l'U.L.U. d'Halluin.

Nous demandons à nos camarades de faire connaître notre manifeste aux militants ouvriers de leur région.

Congrès de la Jeunesse ouvrière, Congrès du dernier tournant !

L'effort des J.O. est tombé, le Congrès de la jeunesse ouvrière s'est tenu, mais comment ! La veille du congrès il aurait été absurde que nous indiquions le rôle négatif des J.O. Maintenant nous pouvons faire la critique de ce Congrès, les bonzes de la Fédération ne pouvant nous faire passer devant la classe ouvrière pour des saboteurs, car, au contraire, nous tentions de réaliser le front unique avec des révolutionnaires et non pas avec des socialistes et des « joicistes ».

Préface du congrès : le bluff

Nous ne reviendrons pas ici sur la préparation du Congrès des semaines précédentes. Nous avons expliqué assez largement l'activité des J.O. à cette occasion. La Fédération de la Jeunesse menait grand tapage sur la nécessité du Congrès qui serait la caractéristique bolchevique du tournant stalinien, mais sans se lier à la masse des jeunes ouvriers, sans préparation sérieuse, sans plate-forme positive concernant les revendications des jeunes ouvriers. L'organisation de la Jeunesse prépara le Congrès sous le signe de l'émulation et des brigades de choc pour aboutir à un fiasco. Le travail au sein de la F.S.T. fut nul.

Dans les syndicats ce fut le néant absolu : la bureaucratie qui s'agitait quelque peu dans la F.S.T. par l'intermédiaire de Rousseau se moult dans les bras de Luciani. Il est pénible de constater de tels faits, qui montrent l'incapacité notoire de la clique stalinienne dans la direction du mouvement.

Tout le tapage autour du Congrès fut un vaste bluff de l'appareil qui donna à fond dans sa presse par la culture de l'art des grands titres ! Nos correspondants des Jeunesses nous avisaient que peu de rayons firent du travail sérieux, cependant que dans le 2^e rayon les « admirateurs de la Vérité » firent du boulot, plus que tout l'appareil.

L'opposition de gauche et le congrès

Après l'échec de la rencontre dans les gares qui fut évident pour l'ensemble des camarades de la Jeunesse, une fête eut lieu à la Grande-aux-Belles. Nos jeunes camarades de la Ligue y allèrent, pour diffuser notre feuille spéciale ; c'était de notre part un acte d'unité sur ce point précis : réaliser quelque chose de concret pour la Jeunesse ouvrière. La réponse fut brève, mais illustre tristement les méthodes de l'organisation de la Jeunesse. A l'appel de nos tracts, ce fut la ruée vers nos camarades et l'expulsion violente de la salle, un des nôtres fut sérieusement frappé par des jeunes, exécutés par la clique de l'appareil.

Congrès de dérobade

Congrès de capitulation !

Les faits sont parfois ordinaires en eux-mêmes mais ils illustrent toujours clairement une pensée, voire une ligne politique. Conteilhas se vante d'avoir, au sein du Congrès des organisations bourgeoises, mais est-ce une chance d'avoir ces organisations au sein du Congrès de la Jeunesse ouvrière ? Non ! C'est une contradiction car leurs intérêts ne sont pas communs avec les nôtres, et puis si les bourgeois sont présents, c'est que la ligne politique bizarre qui préside aux destinées de l'organisation est bien tronquée en sa base vitale « l'action révolutionnaire guidée par la pensée communiste ». Les jeunes ouvriers doivent réfléchir à cela, cette position est grave de conséquences. Vaut-il mieux discuter avec des socialistes et des joicistes qu'avec des oppositionnels de gauche ? Les jeunes travailleurs doivent poser la question au sein de leur organisation et imposer un changement radical de la ligne de la Fédération : il faut fermer les portes aux réactionnaires et aux socialistes et réintégrer les jeunes oppositionnels exclus qui luttent pour la même cause que tout le prolétariat révolutionnaire !

Laisser les jeunes patriotes s'agiter autour du Congrès, recevoir les socialistes dans la personne de leur secrétaire Dumont, les Jeunesses chrétiennes, et assaillir avec violence nos camarades, cela donne la vraie figure de l'organisation, de sa faiblesse, de son peu de sûreté politique et de sa rupture avec les masses. A ce con-

grès il n'y avait que 30 délégués au maximum d'inorganisés contre 200 appartenant aux J.O. ; de ce fait cette assemblée devint un Congrès des J.O. et adopta sans discussion tous les mots d'ordre. Nédélec a pu faire un rapport national au diapason de la 3^e période et d'un premier mal de lutte. Des copains purent expliquer l'exploitation dans leurs boîtes, c'est bien, mais dans presque tous les cas, ils ne représentaient qu'eux-mêmes. On devait définir les revendications générales des jeunes, tenter de les organiser dans les syndicats, les entraîner dans un mouvement large sans se briser le crâne contre la 3^e période. Les tâches étaient importantes et urgentes, mais par le fait même de son fiasco, par la rupture de contact avec la masse, le peu d'influence morale après toutes les aventures qui faussent le jugement, aboutit à un congrès nul pour la classe ouvrière mais qui renforce l'adversaire. Dumont des Jeunesses socialistes l'a très bien compris, et dans un exposé habile, il a attaqué sans cesse l'idée communiste à travers les faiblesses et les maladroitures de l'organisation.

Il a pu nier le rôle d'avant-garde des J.O. ; sa tâche lui était facilitée par la physionomie du Congrès, mais était-il permis que des jeunes ouvriers autorisent un jeune chef socialiste, complice indirect des matraqueurs de Lens, à parler à ce congrès, quand on repousse par la violence l'opposition communiste ? Il faut que l'organisation soit bien faible pour permettre une telle chose.

Camarades des Jeunesses, jeunes travailleurs, il faut veiller, l'organisation vacille, ses traditions sont oubliées, elle est pleine de contradictions, elle injurie Dumont et elle le reçoit, elle frappe les jeunes oppositionnels qui sont vos camarades ! Il faut faire un vigoureux effort, imposer dans toutes vos organisations la discussion autour du projet de programme des jeunes oppositionnels paru dans la Vérité. Nos 28 et 29, demander des comptes à la direction sur la politique vaine et stupide qui conduit la jeunesse à l'abîme.

Pour mieux lutter pour la régénérescence de la J.O. groupez-vous autour de La Ligue communiste !

Daniel LEVINE.

UNE REUNION A BAGNOLET

Mercredi 23 avril, les amis de l'U.R.S.S., l'Union des femmes contre la guerre, et la Libre-Pensée avaient organisé une réunion pour répondre aux attaques des curés de diverses religions contre l'Union soviétique. La réunion eut lieu dans la salle de la mairie. Devant environ deux cents personnes, L. Galpérine, Antoinette Gilles et Colomer dénoncèrent le mensonge et l'hypocrisie de ces attaques.

Quand appel fut fait à la contradiction, aucun catholique ne se présenta. Mais Colomer ayant, au cours de son exposé, attaqué les diverses oppositions, deux camarades de Bagnolet intervinrent, l'un pour marquer qu'il était contre l'actuelle direction du Parti et de la C.G.T.U., renvoyant à une réunion ultérieure une discussion qu'il estime nécessaire ; l'autre, pour poser certaines questions au sujet de l'exil de Trotsky et de la situation des oppositionnels déportés.

Ensuite, un camarade de la Vérité déclara que l'opposition communiste ne permettrait pas qu'on l'assimile aux politiciens à la Garchery et consorts, d'ailleurs dénoncés par elle depuis longtemps. Il montra la nécessité du contrôle de la direction du Parti par la base, chose qui n'existe plus du tout et protesta énergiquement contre la manière écorçante dont certains, pourtant peu qualifiés, parlent de Trotsky et de ses camarades de l'opposition de gauche.

A la sortie, des numéros de la Vérité furent distribués et la réunion se termina en causeries par petits groupes où les camarades oppositionnels purent développer leur point de vue et faire réfléchir de bons travailleurs dont l'opinion était visiblement faussée par les mensonges de la direction actuelle du Parti.

Finalement, la réunion fut excellente pour l'opposition.

Pour un groupe de camarades :

A. CAPDEVILLE.

La défense des peuples opprimés contre l'impérialisme

Après Yen-Bay: Que faire? (1)

Nous avons, dans l'article précédent, parlé brièvement de la question idéologique dans l'histoire du mouvement révolutionnaire en Indochine. Le nationalisme, avons-nous dit, a jusqu'ici servi de base théorique à toutes les révoltes passées. Jusqu'à la révolte de Yen-Bay, c'est lui encore qui a partagé la direction du mouvement avec le communisme « nominal » et « pratique ». Nous reviendrons sur le mouvement communiste en Indochine ; il suffit aujourd'hui, pour préciser le sens des épithètes employées, de constater qu'aucun travail marxiste n'a été fait. Tout au plus une agitation pour des revendications qu'en France Jouhaux soutiendrait volontiers.

Je dis cela non pour désapprouver le mouvement en faveur de revendications immédiates du jeune prolétariat indochinois mais pour donner à nos camarades une idée de ce qu'il nous reste à faire comme éducation et organisation révolutionnaires.

Où le réalisme nationaliste est simplement mysticisme

Mais revenons à notre question d'idéologie. Les éléments nationalistes (seul nous intéresse le nationalisme, survivance idéologique dans les masses non possédantes) qui confondent la méthode marxiste avec le communisme — organisation sociale supérieure à « l'organisation capitaliste » — voient dans ce qu'ils désignent d'un seul mot : le marxisme, la destruction mécanique et aveugle de la propriété privée, et aussi une démagogie complice de l'impérialisme pour diviser et affaiblir le front anti-impérialiste. On ne s'étonne pas alors qu'avec une pareille compréhension des choses, il nous traite d'utopistes, de rêveurs, de fous. Il suffit de leur dire en passant que les vrais réalistes ce sont les révolutionnaires marxistes. En suivant le processus de différenciation sociale en Indochine et dans le monde, pour mener la lutte révolutionnaire nous montrons notre souci d'une appréciation juste de la réalité dialectique. Nous sommes capables, au grand scandale des « hypocrites » luttant pour des principes abstraits, des tournants politiques les plus brusques, des contradictions — les plus apparentes pourvu que nous suivions toujours la courbe sinuée et complexe de l'évolution sociale. Notre orientation politique se base exclusivement sur une appréciation synthétique des faits sociaux. C'est assez dire que, aussitôt que nous nous éloignons des réalités pour nous laisser guider par des sentiments vagues ou des passions surannées, nous tombons au rang des moralistes vulgaires, des romantiques incapables.

En est-il de même du « nationalisme » puisant sa force inconsistante dans un idéalisme confus, dans une antique morale, dans des notions depuis longtemps déjà objets de musée. Parlons d'abord de deux graves erreurs théoriques, entre bien d'autres, du nationalisme : individualisme social et subjectivisme politique. Je dois m'excuser d'abord auprès des camarades européens pour lesquels ce que je dis aujourd'hui est du rabâchage ennuyeux. Les choses existent bel et bien ainsi dans les colonies et, ce qui est grave, des erreurs évidentes pour eux sont encore « vérités » pour beaucoup de coloniaux qui, dans la lutte, en sont encore à un stade idéologique inférieur au leur.

Subjectivisme politique

J'ai dit, dans mes précédents articles, que l'idéologie marxiste n'avait pas encore pris racine dans les colonies, le jeune révolté passe nécessairement, au point de vue théorique, par la phase nationaliste. Tâchons de caractériser cette phase.

Dès que commence sa vie consciente, le jeune Indochinois que le régime révoite et jette dans le mouvement, se gargarise d'idées générales et abstraites : le Français est l'envahisseur, « le voleur de la patrie », de la « terre des ancêtres ». Et comme on le voit par la suite, l'idée principale est de chasser l'étranger, ce qui veut dire une élimination purement ma-

tiérielle du blanc, un délogement du Français réalisé facilement par des moyens physiques (militaires par exemple). D'autres plus âgés et plus instruits croient assise solidement déjà leur conviction sur une base plus large englobant et le fait présent de la « perte de la patrie » et la connaissance de l'histoire du pays. La propagande consiste alors à évoquer un passé glorieux, quatre mille ans d'histoire héroïque, les énergiques combats livrés contre l'envahisseur chinois par les seigneurs Tring et Tran Hung Dao. Les plus avancés parlent d'impérialisme, mais ne dépassent pas le stade utopiste caractérisé par des abstractions telles que : justice, liberté, égalité, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ceux qui prononcent le mot indépendance immédiate et intégrale n'ont encore qu'une notion mécanique et formaliste de la lutte. Aucun d'eux ne se doute que derrière ces grands mots il y a un peuple à l'intérieur duquel s'opère un perpétuel changement moléculaire des classes sociales et un changement moléculaire d'autant plus imperceptible qu'il est voilé par une opposition apparente de races que beaucoup croient réelle et éternelle.

Ainsi, si on lit le dernier manifeste du Viet Nam Quoc Dan Dang (groupe Cuong De en Chine) on est tenté de croire que ces « révolutionnaires » luttent « pour laver une honte » (celle de perdre sa patrie !) sans autre considération que les banalités « économiques » et morales dont depuis des années on nous rebat les oreilles.

Individualisme social

Quant aux jeunes qui constituent « l'espoir » du pays, les lourdes chaînes qui les attachent à la culture bourgeoise ne peuvent jamais leur permettre de sortir de leur « individualisme social » grotesque et ridicule. Abordons l'un d'eux : « Actuellement, dit-il, je ne fais rien. Et puis, à quoi bon ? les Annamites n'ont ni patience, ni courage, ni esprit de solidarité. »

Et notre ignare de manifester son contentement d'avoir exprimé une pensée aussi profonde, aussi réaliste, aussi originale. Ce qui est grave, c'est que le malheureux croit qu'avec son abstention et l'abstention de tous les « moi » de son espèce, l'histoire arrête son cours, si tant est que, pour lui, il y ait un cours historique. « Pourquoi, dit un autre, révéler ses pensées « anti-impérialistes » ? On en a, on les garde. Quand il le faut, on les exprime. » Comme si l'histoire était faite par quelques individus qui, après avoir conçu certaines idées et les avoir couvertes jalousement, se mettent un beau jour à les réaliser !

Je laisserais tous ces métaphysiciens petits-bourgeois et individualistes vivre ces idées saugrenues si la majorité des Indochinois socialement adversaires du régime ne pensaient pas de la sorte, et si, d'autre part, beaucoup de « communistes », même membres de l'Internationale, ou plutôt précoisés pour cela, n'étaient loin d'être complètement débarrassés de ces conceptions petites-bourgeoises.

Terrorisme

C'est ainsi que beaucoup n'ont aucune idée de la vraie lutte contre l'impérialisme. Ils imaginent la révolution comme un coup de force de quelques conspirateurs, plus ou moins héroïques et plus ou moins habiles. Ils n'ont aucune idée du travail interne de l'histoire, par conséquent leur méthode de « préparation » est artificielle. J'en connais de très courageux qui se mettent dans la tête l'idée d'étudier la fabrication des bombes, des explosifs, avec lesquels ils terroriseront le bureaucratie du gouvernement et, ainsi, abattent l'impérialisme.

J'en connais qui ont tenté de fonder une sorte de « Malin Noir » dont les membres, liés par des serments plus ou moins solennels, se sacrifieraient corps et âme à l'organisation terroriste.

Un de mes camarades, actuellement en prison, ne songeait-il pas à regrouper les anciens terroristes (Tchén diahoi) de Ba-diem et de Hocmon, à organiser le « lumen prolétariat » de chez nous. Il pen-

sait avoir ainsi une troupe capable, dans certaines circonstances, des actes les plus périlleux mais individuels, localisés et peu durables.

Et puis voici la traduction du dernier appel du Viet Nam Quoc Dan Dang (groupe Cuong De) à l'impérialisme français :

Si vous ne nous rendez pas notre pays (comme si ce conflit colonial, un conflit social très compliqué, pouvait être résolu par des arrangements entre chefs) nous allons, en juin 1930, mettre à exécution la décision suivante : Nous sommes 20 millions, vous êtes une cinquantaine de mille, un contre un nous allons par l'assassinat vous éliminer complètement de la terre indochinoise. En attendant nous travaillons à rendre votre vie impossible.

Ne s'agit pas. La conception terroriste, primitive de la lutte existe encore chez beaucoup de « révolutionnaires » coloniaux. Et le manifeste d'où est extrait le passage précité date du 15 décembre 1929.

D'autre part, dans le compte rendu du procès de Yen-Bay et du procès de l'année passée du Kuomintang amantille, à part quelques réponses révélant une conscience révolutionnaire certaine, une conception nette de la lutte des masses, n'enregistrons-nous pas les déclarations suivantes :

Monsieur le Juge, j'ai dû faire cela, on m'a menacé du revolver et de représailles.

Enfin les récents assassinats de mandarins, d'agents provocateurs, de Bazin, etc., rappellent étrangement la lointaine période terroriste en Russie qui précéda la période d'organisation et d'éducation révolutionnaire du prolétariat.

Evidemment, je ne nie pas l'utilité, pour certaines périodes historiques, de certaines manifestations terroristes. Mais, en révolutionnaires marxistes, nous travaillons à un changement social profond, et nous n'entendons pas rester à l'étape petite-bourgeoise (terroriste) de la lutte.

Gandhisme

Le bruit exagéré fait autour du Gandhisme nous oblige à dire quelques mots de ce phénomène curieux de non-violence et de non-coopération. D'autres déjà ont traité cette question. Je me borne à répondre à ceux qui croient encore voir dans la « désobéissance civile » une manifestation qui peut conduire un peuple à son indépendance. Le seul argument des partisans de l'indépendance et du gandhisme est le suivant : le mouvement dépasse Gandhi, et la non-violence se transforme en violence. Oui mais la violence ne triomphe d'un ordre social solidement établi que quand elle est organisée, préparée, matériellement et idéologiquement.

Cette violence, produit d'une transformation subite et imprévue de la non-violence, ne sera qu'une révolte vite réprimée, parce que non préparée.

Et je ne parle pas encore du ridicule qui couvre ces petits-bourgeois hindous opposant les gestes symboliques aux forces militaires réelles de Mac Donald.

Pour conclure, disons : ni terrorisme, ni gandhisme ne résolvent le problème colonial. La révolution sur la base d'une organisation de masses prolétariennes et paysannes est seule capable de libérer les colonies.

Bien entendu, les nationalistes parlent eux aussi des masses. Mais pour eux, masses ne signifie qu'une juxtaposition peu solide d'individus. Pour nous, c'est un bloc homogène constitué par des classes sociales adversaires irréductibles de l'impérialisme.

Quant à l'organisation dont parle l'Internationale communiste sous la direction de Molotov, ce n'est rien d'autre qu'un rassemblement matériel de personnes acceptant quelques mots d'ordre stalinien, sans éducation profonde et sans discussion sérieuse.

Aussi il appartient à l'opposition de préparer dans les colonies l'avant-garde consciente et de creuser le mouvement à peine effleuré par les révolutionnaires superficiels de la bureaucratie stalinienne.

Un communiste indochinois.

A Saïgon les soldats manifestent

Les malheureux soldats, que l'impérialisme emploie à la protection armée de ses rapines coloniales, ont à souffrir dans leur exil militaire toutes sortes de maux accablants. De plus, les brutes horribles qui les commandent les astreignent à un service exigeant, à une discipline tracassière, à un régime inhumain.

Au 11^e Colonial, à Saïgon l'ordinaire était depuis longtemps inamangeable. Les rations étaient de plus en plus exigües. Les soldats avaient faim. Le 24 février on servit aux « hommes » une soupe dite « purée de pommes de terre » à laquelle ils ne purent toucher. L'officier de service intervint devant leur protestation et dut convenir, dit la presse locale, que la nourriture n'était pas bonne et fort mal présentée. Les soldats alors se groupèrent, se mirent en tenue, et en rangs, deux cents d'entre eux descendirent les rues de la ville en criant : « A manger, on a faim ».

La presse de Saïgon — qui est la presse des durs négriers qui font rendre à la colonie tout ce qu'ils peuvent en exprimant — n'a, à la bouche, que le prestige de la France. Mais, tout en regrettant cette manifestation déplorable et ce geste inco sidéré, elle doit convenir de ce que l'on servait aux soldats une nourriture infecte et insuffisante. Sans doute, a-t-il fallu que l'abus soit excessif pour donner naissance à cette manifestation improvisée.

Cette réaction spontanée fut naturellement suivie d'une répression brutale. Une quarantaine de soldats et de caporaux français furent punis de prison et de cellule, du maximum de la peine avec mandat d'augmentation exemplaire pour avoir participé à une manifestation collective contre l'insuffisance d'alimentation et des soldes formée par quelques mauvais soldats. Le motif est l'aveu même des responsabilités des chefs. Les punitions se terminent par la mention menaçante : seront dirigés sur les postes dès l'expiration de leur punition. On imagine ce que peut être la vie dans les postes auxquels, par mesure disciplinaire, on adresse ces soldats affamés.

Le geste des soldats de Saïgon est la conséquence directe du dur traitement auquel le militarisme soumet ceux que la loi démocratique met à son service et à celui du capitalisme colonialiste. On peut être assuré qu'il y avait peu d'enfants de la bourgeoisie dans les casernes des hérités du 11^e colonial. La manifestation éclate alors que l'écho de la révolte de Yen-Bay se répercute parmi les populations affamées de l'Indochine.

Puisse leur misère ouvrir les yeux des soldats européens sur le rôle de garde-chiourmes que leur bourgeoisie leur fait jouer — et sur la parenté qui les unit, aux affamés que leurs baïonnettes doivent asservir. C'est un quartier de viande putride qui est à l'origine de la révolte grandiose du croiseur Potemkine.

Les quarante soldats de Saïgon demeurèrent soumis à la brutalité arbitraire du commandement militaire, surtout dans ces postes isolés propices à la sauvagerie et à la répression. Les travailleurs ne doivent pas les oublier ; ils ne sont pas les seuls. Le geste des soldats affamés de Saïgon illustre les affiches aux couleurs criardes dont le ministre de la guerre a peinturluré les murs. Les ordinares de famine et les semaines de cellules éclairent les promesses fallacieuses de ces affiches provocatrices qui essaient de piper les in-consolents.

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)

Permanence :

tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

(1) Voir les numéros des 4, 11 et 18 avril.

LA VIE OUVRIÈRE

Gitton et Cie à l'œuvre

De nos correspondants

L'échec du bâtiment

Dans le Nord

Le mouvement du bâtiment de la région parisienne devait, dans l'esprit des chefs du parti, préparer le 1^{er} mai « revendicatif et politique de masse », il aura été finalement une défaite dont les répercussions se feront sentir avant longtemps.

Il était possible d'éviter la défaite, mais pour les fuchs stratèges qui, pour sa perte, dirigent la C.G.T.U., ça n'était pas l'essentiel. Ce qui importait avant tout aux Gitton, c'était de donner, dès avant le 1^{er} mai, « un caractère de lutte revendicative et politique » à cette journée. Dans ce but, les ouvriers du bâtiment qu'ils ont si souvent mis à l'épreuve devaient être employés.

La préparation du mouvement

Les ouvriers du bâtiment, les terrassiers, sont las de servir d'objets de démonstration aux chefs du parti. Voilà le fait. A peine sortaient-ils du 6 mars, auquel ils avaient, seuls, donné à Paris une certaine figure, qu'ils étaient mobilisés pour la préparation d'un 1^{er} mai pour lequel les chefs du parti assignent une masse de mots d'ordre dont le nébuleux n'est pas le moindre défaut.

L'Humanité n'a pas osé avouer que Gitton, soi-même, avait au début du mouvement, été reçu très fraîchement à une assemblée des terrassiers. Les gars du bâtiment dont depuis longtemps les chefs du parti tiraient vanité, ont refusé d'entendre ledit Gitton tout gonflé des mots d'ordre « revendicatifs et politiques de masse » et ils l'ont même traité de certains épithètes significatives.

Mais même pour les revendications corporatives décidées par leurs organisations, les ouvriers du bâtiment ne montraient guère d'enthousiasme. Outre, que le « caractère politique des grèves » interprété par les chefs du parti, finit par obscurcir les buts précis des mouvements, — le 28 avril, l'Humanité écrivait « les ouvriers du bâtiment luttent non seulement pour une augmentation de salaires, mais encore pour la dictature du prolétariat » (1) — les ouvriers du bâtiment n'avaient pas l'impression de surprendre leurs patrons, tout au contraire. Par exemple, les terrassiers travaillant dans les entreprises du Métro, n'ignoraient pas que, en cas d'abandon du travail, les puits étaient — sur un grand parcours — en état de tenir longtemps sans compromettre les travaux précédents. Et cela n'empêchait pas l'Humanité, afin « d'encourager » les ouvriers, de raconter des fables sur l'impossibilité pour les patrons de subir un arrêt du travail. Pour tout dire, les ouvriers avaient la sensation de tomber, en parlant en lutte immédiatement, dans le piège patronal.

Le lock-out

On connaît la tactique du patronat dans le mouvement du bâtiment. Il a usé du lock-out. Sur ce moyen, il est de rigueur chez les dirigeants unitaires d'en « réduire » l'efficacité en usant de tartarines du genre de la transformation des lock-outs en grèves. Or, chacun sait que le lock-out, mesure offensive des patrons, a souvent une influence démoralisante sur les ouvriers, la plupart du temps surpris et désemparés. Ainsi, dans l'Humanité du 7 avril, pouvait-on lire que les chantiers Lefèvre et Desplats, la Française, Chouard, Botte, Martin, etc., « ont été contraints de fermer ». C'était en fait, le lock-out que ne suffisait guère à cacher le camouflage de l'Humanité.

Pour éviter le grignotage du mouvement par les patrons lock-outant progressivement leurs ouvriers pour les remplacer par les jaunes, les dirigeants unitaires se sont efforcés « d'élargir » le mouvement. Mais le malheur, c'est que les ouvriers eux-mêmes y étaient hostiles. Dans les plus grosses entreprises, dans les chantiers Lefèvre et Desplats, Chouard, Montecool, etc., les ouvriers unitaires avaient voté en grosse majorité, contre « l'élargissement » du mouvement. C'était là des indications très nettes. Et à une assemblée générale des terrassiers, se basant sur la véritable situation, Teulade avait mis en garde les dirigeants uni-

itaires contre une issue malheureuse de la lutte. Travaillant lui-même dans un gros chantier, son opinion n'était pas sans importance. Mais peu importait aux irresponsables de l'Humanité, qui l'injuriaient basement en racontant qu'il avait « préché dans des assemblées de terrassiers, le découragement, la soumission aux volontés patronales ». Et la question lui était posée : « A quel mobile a-t-il obéi ? » Ce langage de provocation montre le souci qu'ont, des luttes ouvrières, les dirigeants du parti.

« L'élargissement » s'avérait peu possible. On devait, par la suite, l'avouer. Mais pour ceux qui voulaient avant tout « préparer » le 1^{er} mai et qui avaient déclenché la lutte, reculer était faire preuve d'« opportunisme ». Aussi, malgré la situation fort difficile du mouvement, l'Humanité, maniée par les dirigeants du parti donnait-elle à fond. Tous les jours on bluffait, on alignait les contre-vérités les plus évidentes, les affirmations les moins prouvées. Le 28 mars, l'Humanité écrit : « Malgré les paniquards, les froussards, presque 2.000 gars, décidés, de toutes les corporations du bâtiment, sont, actuellement, dans notre région parisienne, en bataille dans plus de vingt grèves. Caractéristiques de la période actuelle... Nouvel essor révolutionnaire. En attendant la grande bataille du 1^{er} mai. Du 1^{er} mai de lutte revendicative et politique de masse ».

Le 8 avril, le ton est encore plus élevé : « La combativité, le moral, l'allant des gars en lutte sont excellents. Les réunions sont suivies et les consignes des militants bien observées. La victoire apparaît maintenant comme certaine ».

Le 11 avril, le dirigeant Pejoux, majoritaire forcené, écrit (malgré les milliers de lock-outés) : « La situation actuelle du mouvement revendicatif engagé par les terrassiers et cimentiers est très bonne. Tous les jours, loin de diminuer, le mouvement s'élargit. » Et l'Humanité, jalouse des fauriers du Matin, appuie en faisant une découverte : il paraît que « le bloc patronal n'est pas compact ». La preuve c'est que « la combativité des ouvriers surprend les patrons qui seront obligés de sortir de leur réserve. Déjà on annonce dans le bloc patronal une infime (1) fissure. La maison Hellos a accordé une augmentation de 0 fr. 50 par heure. » On voit les conclusions que tire l'Humanité de « l'infime fissure ».

La grève générale

En fin de compte, « l'élargissement » apparaissait comme l'élargissement de la défaite. Et l'essai de grève générale, le 17 avril, moyen ultime des dirigeants unitaires, allait en faire la preuve. « Pas un ouvrier du bâtiment ne devait aller au travail » ce jour-là, a-t-on dit. L'Humanité avouait le lendemain que « le total des chômeurs n'a pas suffisamment dépassé le nombre des grévistes des jours précédents... » Quinze mille grévistes, au grand maximum, sur les 100.000 de la région parisienne, voilà le bilan du 17 avril. L'échec du 17 devait précipiter la fin du conflit. Ça n'a pas tardé. Le 23, les 10.000 ouvriers en lutte rentraient, battus. Les dirigeants unitaires reconnaissaient dans un manifeste que : « la préparation a été insuffisante, l'élargissement trop long à s'opérer, et surtout la lutte est restée trop passive. Le mouvement n'a pas été extériorisé. Le patronat a pu opérer son recrutement sans être beaucoup inquiété, et la besogne de démoralisation des jaunes a joué avec efficacité. » Après le bluff continu, les aveux !

Le poids de la défaite des organisations unitaires du bâtiment pèsera lourdement sur les ouvriers. 10.000 ouvriers en lutte pendant près d'un mois, pas un sou sur les 0 fr. 75 d'augmentation horaire réclamée ; les syndicats jaunes renforcés ; de nombreux ouvriers sur le pavé ; voilà le bilan du travail des dirigeants unitaires.

Les gars du bâtiment qui, toujours, ont largement contribué à donner un caractère de combat au 1^{er} mai, resteront fidèles ce jour à leurs traditions. — G.

Eclipse de l'essor révolutionnaire

Au début d'avril, 1.600 ouvriers des usines Thiriez à Loos, 700 des usines Kuhlmann à Marquillien-Barœul, 500 du Métal-Escout à Trith-St-Léger et 900 ouvriers et employés des tramways de Lille, étaient en grève.

Cela permettait à l'Humanité de répéter sur tous les tons que la ligne politique du parti était juste et qu'il y avait dans le Nord un véritable essor révolutionnaire.

Voyons ce qui s'est passé :

1° Les tramways de Lille se mettent en grève pour une augmentation de salaire et un congé annuel payé. Le mouvement est dans les mains des réformistes qui se livrent à des tractations continues pour liquider la grève le plus rapidement possible.

Malgré l'activité du noyau révolutionnaire, les grévistes ne réagissent pas et au bout d'une quinzaine reprennent le travail avec quelque chose comme 0 fr. 15 d'augmentation horaire, tout en maintenant leur confiance pleine et entière aux chefs réformistes.

2° Au Métal-Escout à Trith-St-Léger, 500 ouvriers luttent pour l'augmentation des salaires. Au bout d'une dizaine de jours le mouvement faiblit et quelques ouvriers négligeant le comité de grève, s'adressent à la direction pour reprendre le travail. La grève est liquidée et les meilleurs camarades sont sur le pavé.

3° Le 8 avril, 200 jeunes ouvriers des usines Thiriez, à Loos, quittent spontanément l'usine, revendiquant de meilleurs salaires. Le syndicat régional du textile fait de son mieux et réussit à élargir la grève à un bon millier d'autres ouvriers des usines Thiriez. C'est l'enthousiasme pendant 48 heures, puis c'est fini.

La aussi les ouvriers sont battus.

4° Six à sept cents ouvriers de l'usine Kuhlmann à Marquillien-Barœul se mettent en grève pour dix sous d'augmentation horaire. La direction offre 0 fr. 25. On n'accepte pas, la grève continue. Tillon et Marie Bréant les deux nouveaux secrétaires de la fédération des produits chimiques descendent sur les lieux pour « politiser » la grève et aussi pour l'élargir aux usines Kuhlmann de Loos et de Wattrelos. Echéo sur toute la ligne. Les ouvriers de Marquillien rentrent avec les 5 sous (mais comment les auront-ils ?) Ceux de Loos, nous ne savons pas ce qu'on leur donnera. Pour ceux de Wattrelos : rien.

Le gros malin qui signe Alfred Legrand dans la V.O. peut maintenant écrire que les exploités des Kuhlmann ont montré leur essor révolutionnaire et que nous devons aller au-devant de la prise du pouvoir (etc).

Ces quatre batailles se sont terminées par un échec pour les ouvriers ainsi que pour leurs organisations. Les belles formules à bon marché n'y changeront rien.

La façon qu'on peut tirer de ces courtes batailles est la suivante : Ce sont les ouvriers les plus arriérés politiquement qui ont engagé ces grèves. Les formules ronflantes des majoritaires sur la radicalisation des masses, leur offensive victorieuse contre la bourgeoisie, etc., font penser à ces ouvriers qu'ils sont beaucoup plus forts que leur ennemi de classe. Mais après quelques jours de grève, ils s'aperçoivent que le patron est très puissant, qu'il a à sa disposition des forces considérables et, les fautes des grands syndicates fédéraux et confédéraux sur la « politisation » aidant, c'est bientôt le doute, le découragement et puis la défaite. C'est, pour un temps, l'éclipse de l'essor révolutionnaire.

La semaine prochaine nous examinerons en particulier la grève des usines Kuhlmann.

PAUL,
du rayon de Lille.

De Dunkerque à Amsterdam

On connaît les défaites successives de la majorité confédérale à Dunkerque. Le 11 avril le secrétaire de l'union locale (majoritaire) a encore été battu par les minoritaires qui s'emparaient ainsi de la direction de cette importante organisation.

Sur tous ces événements, Jean Brécot, dans l'Humanité du 20 avril, brode tout un article dans lequel il accuse les minoritaires en général de commencer par des actes comme à Dunkerque et de finir à Amsterdam après un stage plus ou moins long dans l'autonomie.

Qu'il y ait danger que des syndicats minoritaires aillent à l'autonomie ou même directement à Amsterdam, nous ne le nions nullement. C'est même un danger certain que les communistes oppositionnels combattront de toute leur énergie et avec plus de sincérité et surtout avec plus de résultats que les brailleurs de la direction confédérale. Car si la situation est extrêmement grave à Dunkerque, les Brécot, Gitton et autres peuvent se frapper la poitrine et dire qu'ils portent une lourde part des responsabilités.

Et puis doit-on se lamenter lorsqu'on accepte les dernières thèses de l'I.S.R. qui impliquent l'exclusion des minoritaires ? Thèses que Vassart seul a combattu par tactique.

Les dockers de Dunkerque sont venus à la C.G.T.U. en 1926 après le lock-out au cours duquel ils s'étaient convaincus de la trahison des réformistes. S'ils avaient trouvé dans la C.G.T.U. une organisation sérieuse, capable de les mener à des batailles et actions réfléchies, de les éduquer, etc., les dockers de Dunkerque auraient aujourd'hui constitué au sein de la C.G.T.U. une force révolutionnaire sûre.

Au lieu de cela, ils se sont vite aperçus qu'une direction de vantards et d'incapables voulait les lancer dans des actions inconsidérées qui auraient peu à peu réussi à ruiner leur belle organisation syndicale.

Contre cela et contre les accusations et calomnies dont on abreuvait leurs militants responsables, les dockers, qui ont une conscience de classe très sûre mais sont peu éduqués politiquement, ont réagi brutalement et ils se trouvent maintenant dans les bras de Chambellaud et de la Ligue syndicaliste.

Mais ces travailleurs qui ont chassé en 1926 leurs chefs réformistes ne retourneront pas à la C.G.T. des briseurs de grèves.

Nous les aiderons à combattre la mauvaise direction de la C.G.T.U., mais nous les éclairerons aussi sur les dangers de leur position actuelle.

Et nous espérons fermement que finalement ils seront avec nous.

LA LETTRE OUVERTE
aux membres du Parti communiste
par L. TROTSKY
est parue dans le N° 20 de
LA LUTTE DE CLASSES

Prix du numéro 2 fr.
et dans le N° 10 du
BULLETIN DE L'OPPOSITION
en langue russe

Prix du numéro 5 fr.
En vente à La Vérité, 45, boulevard
de la Villette, PARIS-X^e.

La Vérité

Hebdomadaire
de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-X^e
Tél. : Mémilmontant 73-26